

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/M/32

17 mai 2001

(01-2528)

Comité du commerce et du développement
Trente-deuxième session

NOTE SUR LA RÉUNION DU 16 FÉVRIER 2001

Président: S.E. M. Ransford Smith (Jamaïque)

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Le Président a dit que l'ordre du jour provisoire figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/1473 du 22 janvier avait été adopté avec les modifications suivantes: au point B avait été ajoutée en alinéa III) la demande de statut d'observateur de l'Organisation internationale de la francophonie et le point C (Notification au titre de la clause d'habilitation) avait été subdivisé en trois alinéas: I) Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, II) Système généralisé de préférences – Notifications du Canada et de la Norvège et III) Projet de réforme du dispositif SGP du Japon.

2. Le Président a indiqué que sous le point intitulé "Autres questions", il annoncerait un prochain séminaire du CCD sur le commerce électronique et un projet de programme de bourses pour les missions sises à Genève.

3. Le Président a également indiqué que l'Ambassadeur Jonsson, Président du Sous-Comité des pays les moins avancés (SCPMA), lui avait demandé de faire une brève déclaration sur le Cadre intégré. Comme l'Ambassadeur Jonsson avait d'autres engagements, il proposait de l'écouter après l'adoption de l'ordre du jour. Il en a été ainsi convenu.

B. DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU SOUS-COMITÉ DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

4. Le Président du Sous-Comité des pays les moins avancés a dit qu'à la suite d'une décision prise à sa 23^{ème} session, le 12 février 2001, le SCPMA avait adopté la proposition de projet pilote sur le Cadre intégré, ainsi que les recommandations qu'elle contenait. La proposition de projet pilote comportait quatre volets. Le premier visait à lancer les travaux pour l'inclusion d'un chapitre sur l'intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté. Le Cadre intégré (CI) serait le mécanisme utilisé pour aider au processus d'intégration du commerce dans le cadre stratégique général de réduction de la pauvreté de la Banque mondiale. C'était l'un des principaux éléments de la décision du 6 juillet des chefs de Secrétariat des organisations participant au CI. Le projet pilote porterait d'abord sur les PMA qui avaient fait un choix clair et pris l'engagement d'intégrer le commerce dans leur stratégie de développement. Une fois que des résultats positifs auraient été obtenus, on envisagerait, au plus tard à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, de l'étendre à d'autres PMA. Le deuxième volet consistait en la création d'un Fonds d'affectation spéciale destiné au Cadre intégré, indispensable pour sa mise en œuvre. L'établissement du Fonds d'affectation spéciale était également cohérent avec l'un des objectifs essentiels des organisations participantes, à savoir assurer le financement du CI. Le troisième volet concernait l'élaboration d'un programme d'assistance technique coordonné, séquentiel et comportant des priorités dans le cadre politique du PRS. Ce programme d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités liées au commerce porterait sur les besoins en matière

d'infrastructure, lesquels seraient examinés soit dans le cadre des groupes consultatifs de la Banque mondiale, soit dans celui des tables rondes des Nations Unies sur les programmes de développement. La décision avait précisé que le Fonds d'affectation spéciale ne financerait qu'exceptionnellement l'assistance technique. Enfin (quatrième volet), serait établi un Comité directeur du CI et dans le même temps le Groupe de travail interorganisations existant serait renforcé. Le Comité directeur comprendrait toutes les parties prenantes. Les Membres souhaitaient s'assurer que la composition du Comité directeur du CI améliorerait la coordination, le sens d'appartenance, la responsabilité et la participation de toutes les parties prenantes. La décision fournirait un soutien aux six organisations participantes, en particulier pour ce qui est de la déclaration conjointe du 6 juillet 2000. Cette décision concernant le projet pilote du CI constituait la première mesure concrète de mise en œuvre de la déclaration conjointe. Aspect plus important encore, le CI bénéficiait désormais d'une situation où toutes les parties (donateurs, PMA, organisations, etc.) se partageaient les responsabilités. Le Président a exprimé son soulagement qu'après une longue période au cours de laquelle aucun progrès n'avait été réalisé en ce qui concerne le CI, les négociations entre les donateurs, les PMA et les organisations avaient rendu cette décision possible, dont il estimait qu'elle serait bénéfique aux Membres les plus vulnérables. Il restait beaucoup à faire pour la mise en œuvre du projet pilote, mais il espérait que d'autres partageraient le sentiment de satisfaction que son adoption inspirait à lui-même ainsi qu'aux autres Membres du SCPMA. Il estimait qu'un pas en avant important avait été accompli, s'agissant notamment de renforcer la confiance dans l'OMC pendant la préparation de sa quatrième Conférence ministérielle.

C. DEMANDE DE PARTICIPATION D'OBSERVATEURS *AD HOC*

1. Demande de participation d'observateurs *ad hoc*

5. Le Président a rappelé que lors de sessions antérieures du Comité du commerce et du développement (CCD), il avait été convenu d'inviter les organisations intergouvernementales ci-après sur une base *ad hoc*, selon les réunions: l'Union du Maghreb arabe (UMA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Organisation de coopération économique (OCE), la Société interarabe de garantie des investissements, la Banque islamique de développement (BID), l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), le Centre Sud, le Forum du Pacifique Sud, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMAO), et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Il a proposé que ces organisations soient invitées à la réunion formelle suivante du CCD. Il en a été ainsi convenu.

2. Poursuite de l'examen de la demande de statut d'observateur de la Ligue des États arabes, de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe

6. Le Président a rappelé que le CCD avait reçu des demandes de statut d'observateur de la Ligue des États arabes, de l'OPEP et de l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe. Il a aussi fait observer qu'en attendant les résultats du processus engagé devant le Conseil général, le statut d'observateur ne pouvait leur être accordé que sur une base *ad hoc*. À la suite de la réunion précédente du CCD, il avait été demandé à l'OPEP de fournir des renseignements complémentaires à l'appui de sa demande et la réponse avait été reçue la veille: des exemplaires de celle-ci étaient disponibles dans la salle. Il a demandé si le CCD était en mesure de prendre une décision sur ces demandes.

7. Le représentant de l'Égypte a accueilli avec satisfaction les demandes et exprimé son appui à l'octroi du statut d'observateur à ces organisations sur une base *ad hoc* en attendant les décisions du Conseil général. Il appuyait également la demande de statut d'observateur de l'Organisation

internationale de la francophonie (alinéa suivant de ce point de l'ordre du jour), mais souhaitait que le même statut soit accordé simultanément aux quatre organisations.

8. Le représentant d'Israël a dit regretter de ne pas pouvoir donner son accord à la demande de la Ligue des États arabes.

9. La représentante des États-Unis a appuyé la demande de statut d'observateur sur une base *ad hoc* pour l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe et s'est enquis de l'approche générale suivie par le Conseil général en la matière.

10. Le représentant du Sénégal a indiqué qu'il était ravi d'appuyer la demande de statut d'observateur de l'Organisation internationale de la francophonie. Seul le dialogue institutionnel permettait de résoudre les difficultés des pays en développement. L'Organisation internationale de la francophonie avait souligné l'importance des échanges d'expériences dans sa collaboration avec le Commonwealth dans le cadre d'un séminaire. C'était pourquoi l'Organisation internationale de la francophonie n'était pas indifférente aux travaux de l'OMC, en particulier ceux du CCD qui concernaient la moitié du monde. L'octroi du statut d'observateur démontrerait aussi l'intérêt de l'OMC dans la promotion d'un dialogue institutionnel.

11. La représentante du Gabon a également appuyé la demande de statut d'observateur de l'Organisation internationale de la francophonie. Cette organisation réunissait quelque 50 pays et avait l'entier soutien du Gabon.

12. Le représentant de Cuba a dit considérer favorablement les différentes demandes de statut d'observateur émanant des diverses organisations de pays en développement qui souhaitaient participer au CCD. La Ligue des pays arabes, l'OPEP et l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe devraient se voir accorder le statut d'observateur permanent et non simplement celui d'observateur *ad hoc*.

13. Le représentant du Bangladesh a exprimé son appui à l'octroi du statut d'observateur *ad hoc* aux quatre organisations et exprimé l'espoir que le Conseil général résoudrait prochainement la question plus large du statut d'observateur.

14. Le représentant de l'Indonésie a appuyé l'octroi du statut d'observateur *ad hoc* à la Ligue des États arabes, à l'OPEP et à l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe ainsi qu'à l'Organisation internationale de la francophonie.

15. Le représentant des Communautés européennes a dit avoir une position ouverte quant aux demandes considérées et était sûr que le débat se poursuivrait. Les CE étaient également en faveur du statut d'observateur pour l'Organisation internationale de la francophonie, qui accomplissait un travail utile et pragmatique dans des domaines d'intérêt pour le CCD. Il convenait de ne pas faire de lien avec d'autres demandes de statut d'observateur en suspens.

16. La représentante du Canada a indiqué qu'en tant que membre de l'Organisation internationale de la francophonie, son pays appuyait sa demande de statut d'observateur au sein du CCD. Le Canada a également demandé que cette demande ne fût pas liée aux autres demandes en suspens.

17. La représentante des États-Unis, ayant reçu des instructions au cours de la réunion, a indiqué que son pays n'avait aucune difficulté quant à l'octroi du statut d'observateur à l'Organisation internationale de la francophonie. Elle a fait remarquer que cette question était censée constituer un alinéa séparé du point de l'ordre du jour.

18. Le Président a noté que le CCD n'était pas en mesure à ce stade de prendre une décision sur les demandes de statut d'observateur de la Ligue des États arabes, de l'OPEP et de l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe, que l'Égypte souhaitait voir traiter conjointement.

3. Demande de statut d'observateur de l'Organisation internationale de la francophonie

19. Le Président a indiqué que le CCD avait reçu une demande de statut d'observateur de l'Organisation internationale de la francophonie. La demande ainsi que les renseignements à l'appui de celle-ci étaient disponibles dans la salle. Il était entendu qu'il s'agissait d'une demande de statut d'observateur *ad hoc* en attendant que la question générale du statut d'observateur fasse l'objet d'une décision du Conseil général.

20. Au cours du débat sur l'alinéa précédent de ce point de l'ordre du jour, aucun Membre ne s'était exprimé contre l'octroi du statut d'observateur à l'Organisation internationale de la francophonie. Plusieurs délégations avaient également indiqué que cette question ne devait pas être considérée en même temps que les précédentes demandes en suspens, mais l'Égypte avait souhaité que toutes les demandes considérées à cette réunion sous les alinéas 2 et 3 de ce point de l'ordre du jour fussent traitées conjointement. Dans ces conditions, le CCD n'était pas en mesure d'approuver à la présente réunion le statut d'observateur pour l'Organisation internationale de la francophonie.

21. Le représentant de l'Égypte a dit qu'il était en mesure d'appuyer le statut d'observateur pour les quatre organisations, mais souhaitait que leurs demandes soient considérées simultanément. Il comptait que celles-ci seraient examinées conjointement à la prochaine réunion du CCD sous la rubrique "Poursuite de l'examen de demandes de statut d'observateur" au titre du deuxième alinéa de ce point de l'ordre du jour.

D. NOTIFICATIONS AU TITRE DE LA CLAUSE D'HABILITATION

1. Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

22. Le Président a dit que le Sous-Comité était saisi d'une notification (WT/COMTD/N/13) des membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale ainsi que du traité correspondant (WT/COMTD/24).

23. La représentante du Gabon a dit qu'elle souhaitait rappeler aux Membres l'origine de la création de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Celle-ci avait été créée le 24 juin 1999 à Malabo (Guinée équatoriale) au cours de la Conférence de chefs d'État qui s'y était tenue. Elle remplaçait l'ancienne Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), qui existait depuis 1964. Depuis leur indépendance en 1960, les pays d'Afrique centrale (Cameroun, République centrafricaine, Congo, Gabon et Tchad) avaient décidé d'organiser leur coopération économique dans le cadre d'une institution d'intégration régionale. Leurs chefs d'État avaient signé, le 8 décembre 1964, le Traité de Brazzaville qui avait créé l'UDEAC. Les 22 et 23 novembre 1972, ces mêmes États avaient signé deux traités de coopération économique, l'un entre eux et l'autre avec la France, par lesquels ils avaient convenu d'adopter une monnaie commune, le franc CFA, qui était le moyen de coopération financière en Afrique. Si la coopération monétaire avait fonctionné à la satisfaction des États membres participants, elle n'avait pas engendré une coopération économique plus large. Les résultats globaux de plus de 30 années de coopération au sein de l'UDEAC paraissaient malheureusement modestes. La plupart des pays participants avaient en fait essayé de promouvoir leurs intérêts nationaux au détriment de ceux de l'Union. La République de Guinée équatoriale était devenue membre de l'UDEAC en 1984 et, depuis lors, son développement économique avait été plus dynamique. La Guinée équatoriale, qui était une ancienne colonie espagnole, avait changé de monnaie pour devenir membre de la zone franc CFA et était devenue officiellement un pays bilingue, le français et l'espagnol y étant aujourd'hui parlés officiellement.

24. Les réalisations de l'UDEAC, telles que sa longue expérience de coopération monétaire, constituaient un important héritage pour l'Union économique et monétaire de l'Afrique centrale et la Charte de la Communauté le reflétait. Toutefois, contrairement à l'UDEAC, la CEMAC avait intégré le concept de développement économique et social, alors que l'UDEAC s'était focalisée essentiellement sur les questions économiques et douanières. La CEMAC comptait six États membres: le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad. De ces six pays, quatre figuraient parmi les pays les moins avancés et cinq étaient Membres de l'OMC, l'exception étant la Guinée équatoriale. Le traité établissant la CEMAC lui conférait la tâche importante de promouvoir une coopération harmonieuse entre les États membres dans le cadre d'une union économique et monétaire. Dans ces deux domaines, les membres visaient à passer d'une situation de coopération à une union qui favorisait le processus d'intégration. L'objectif de l'Union économique de l'Afrique centrale était de faire converger les performances économiques et politiques, d'accroître la compétitivité des activités économiques et financières par l'harmonisation des règles qui les régissaient, de promouvoir un environnement juridique favorable aux entreprises, de créer des marchés uniques par le libre mouvement des personnes, des capitaux, des biens et des services et, également, de coordonner les politiques sectorielles nationales. L'objectif de l'Union monétaire de l'Afrique centrale était de renforcer les moyens de coopération monétaire, qui existaient depuis plusieurs décennies entre les États membres. L'Union monétaire était fondée sur les principes suivants: la reconnaissance d'une unité monétaire commune, le franc CFA, qui était la monnaie officielle sur l'ensemble des territoires des États membres et dont l'émission et la gestion étaient confiées à une institution d'émission autonome conjointe, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). L'objectif de la politique monétaire et de change unique était d'assurer la stabilité des prix sans préjudice des impératifs liés à la défense de la monnaie et aux politiques générales élaborées au sein de l'Union.

25. En outre, le Traité de la CEMAC prévoyait deux institutions: la Cour de justice de la Communauté et le Parlement de la Communauté. Un système de surveillance multilatérale avait également été considéré, qui vérifierait la conformité des grandes orientations de la politique économique, d'une part, et la cohérence des politiques nationales avec la politique monétaire commune, d'autre part. La CEMAC constituait une communauté de plus de 30 millions de consommateurs, dont les principaux organes, dans l'ordre hiérarchique, étaient les suivants: la Conférence des chefs d'État, qui s'était tenue pour la première fois à Malabo les 24 et 25 juin 1999, le Conseil des ministres responsables de l'union économique, le Comité ministériel responsable de l'union monétaire, le Secrétariat exécutif chargé de la coordination générale, le Comité inter-États dont la tâche était d'assister le Secrétariat exécutif dans la préparation des dossiers à examiner par le Conseil des ministres, la Banque des États de l'Afrique centrale, la Commission bancaire et les organes spécialisés des deux unions.

26. Telle qu'elle était structurée, la Communauté était une institution complète, conçue pour promouvoir et diffuser les idéaux, les lois et d'autres engagements susceptibles de faciliter l'intégration de l'Afrique centrale. Pour ce qui est des activités menées au cours de l'année 2000, la Communauté avait signé, le 5 octobre 2000, avec l'OMC un protocole de coopération. Celui-ci visait à mettre en place un programme de renforcement des capacités à l'intention des fonctionnaires des États membres de la CEMAC ainsi que du Secrétariat exécutif pour développer l'usage des Accords de l'OMC. À ce jour, le tarif extérieur commun, le tarif préférentiel généralisé, la taxe sur la valeur ajoutée et l'imposition des entreprises avaient été harmonisés. En outre, la charte des investissements de la Communauté, adoptée par le Conseil des ministres en décembre 1999, constituait un instrument de premier choix pour promouvoir les investissements dans la région de la CEMAC. La dissémination et la mise en œuvre de la recommandation de la Communauté concernant la concurrence ainsi que l'établissement d'une bourse régionale seraient envisagées très prochainement. La CEMAC travaillait en étroite collaboration avec diverses autres institutions telles que les Communautés européennes et le Groupe des pays ACP. La répartition géographique des organes de la CEMAC était la suivante: le Secrétariat exécutif était installé à Bangui (République centrafricaine),

la Cour de justice à N'Djamena (Tchad), le Parlement serait installé à Malabo (Guinée équatoriale) lorsqu'il serait créé et la Commission bancaire serait établie à Libreville (Gabon).

27. Actuellement, la CEMAC s'efforçait de se concentrer sur le développement économique et social des pays de sa région. Celle-ci avait souffert d'un assez grand nombre de distorsions liées à des situations de conflit et d'autres troubles ou difficultés, ce qui signifiait qu'elle éprouvait toujours des difficultés à réaliser ses objectifs. Toutefois, les gouvernements de la région espéraient y établir une paix durable afin de nouer de meilleures relations avec leurs voisins et avec le reste du monde.

28. Le représentant du Kenya a dit qu'il accueillait avec satisfaction la notification de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale au titre de la clause d'habilitation. Comme les Membres s'en souviendront sans doute, à la 31^{ème} session du CCD, le représentant de la Tanzanie avait notifié la Communauté est-africaine. Il remerciait les Membres de la compréhension dont ils avaient fait preuve à l'époque et espérait qu'ils feraient également preuve de compréhension à l'égard de la CEMAC. Les accords d'intégration sous-régionale d'Afrique étaient conformes au Traité d'Abuja, lequel encourageait les accords sous-régionaux d'intégration commerciale en tant qu'éléments de la construction ultime de la Communauté économique africaine.

29. La représentante de l'Organisation de l'unité africaine et de la Communauté économique africaine a dit que sa délégation souhaitait appuyer la notification de la Communauté économique de l'Afrique centrale et du Traité d'union monétaire, telle qu'elle avait été présentée par la représentante du Gabon au titre de la clause d'habilitation. L'OUA et la Communauté économique africaine attachaient beaucoup d'importance à la libéralisation et à l'intégration au niveau des sous-régions africaines en tant qu'éléments constitutifs de l'intégration globale du continent. Pendant que se créerait la Communauté économique africaine, au cours des 30 années à venir, il était important que ces éléments fonctionnent. L'établissement de la CEMAC était un outil positif pour l'accélération du développement économique de l'Afrique.

30. La représentante de Sri Lanka a demandé s'il existait une version ou traduction anglaise du Traité de la CEMAC.

31. Le Président a dit que le Secrétariat travaillait sur une traduction qui serait prochainement disponible.

32. La représentante du Gabon a dit qu'elle souhaitait rappeler aux délégations que le Traité de la CEMAC faisait partie du Traité d'Abuja. Sa délégation s'efforcerait d'en obtenir un exemplaire aussi rapidement que possible de Bangui, mais cela pouvait prendre un mois. Il en existait aussi des versions anglaise et espagnole.

33. Le Directeur de la Division du développement a remercié la représentante du Gabon de son offre de fournir les versions anglaise et espagnole du Traité. Aussi bien pour les délégations que pour le Secrétariat de l'OMC, il serait idéal d'avoir accès aux traductions officielles.

34. Le représentant du Secrétariat ACP a dit qu'il appuyait la notification par la CEMAC de son système régional. Le groupe des pays ACP faisait de gros efforts pour normaliser et régulariser son commerce avec les CE afin de le rendre compatible avec l'OMC. À cette fin, le groupe des pays ACP était convenu de négocier des accords de partenariat économique ou de nouveaux accords commerciaux qui entreraient en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2008. Les autres dispositions commerciales de l'ancienne Convention de Lomé, y compris le Protocole relatif aux produits de base, continueraient à s'appliquer dans l'intervalle. Le groupe des pays ACP et les CE avaient demandé à l'OMC une dérogation concernant ces arrangements pour la période intérimaire. Il accueillait avec satisfaction la notification de la CEMAC, qui pouvait servir d'élément dans la négociation avec les CE et d'autres régions du monde d'une manière qui soit compatible avec l'OMC.

35. Le Président a constaté que le CCD semblait être en mesure de prendre note de la notification. Il en a été ainsi convenu.

2. Notifications par le Canada et la Norvège de leurs schémas SGP

36. Le Président a dit que le Comité était saisi d'une notification du Canada concernant son schéma SGP (document WT/COMTD/N/15 du 7 décembre 2000) et d'une notification complète par la Norvège du système SGP qu'elle appliquait actuellement (WT/COMTD/N/6/Add.2 du 18 janvier 2001). La notification du Canada était une modification de son système de préférences visant les PMA, qui était entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

37. La représentante du Canada a dit que sa délégation était heureuse d'annoncer officiellement la notification des améliorations apportées au SGP canadien en faveur des PMA. Ces mesures reflétaient l'engagement permanent du Canada pour aider les pays les plus pauvres à s'intégrer dans l'économie mondiale. Les nouvelles mesures éliminaient les droits de douane sur les marchandises des PMA de 570 positions tarifaires, de sorte que les exportations des PMA bénéficiaient de l'admission en franchise pour près de 90 pour cent des positions tarifaires canadiennes. Ces mesures visaient également à appuyer l'ensemble de mesures prises par le Directeur général de l'OMC, M. Mike Moore, en faveur des PMA et s'inscrivaient dans le cadre d'un effort plus vaste du gouvernement canadien et d'autres gouvernements pour développer la confiance dans un système commercial mondial fondé sur des règles et appuyer l'idée d'un nouveau cycle de négociations commerciales. Le gouvernement canadien avait également fourni une assistance technique et une aide en matière de renforcement des capacités pour aider les PMA à exporter et continuerait de le faire. À cet égard, il avait été actif en ce qui concerne le Cadre intégré et était l'un des partenaires-fondateurs du projet pilote de Cadre intégré revitalisé.

38. Le représentant de la Zambie a dit qu'il avait remarqué que le coordonnateur du groupe des PMA était absent et il souhaitait par conséquent remercier la représentante du Canada au nom de ce groupe.

39. La représentante de Sri Lanka a dit que la libéralisation des règles d'origine pour les PMA était un pas dans la bonne direction. Toutefois, le gouvernement canadien allait libéraliser les critères d'origine dans les règles actuelles de 40 à 20 pour cent. Une valeur ajoutée de 20 pour cent ne contribuerait pas à l'économie d'un pays. Dans la production, le bénéfice sous forme de valeur ajoutée était quelquefois de 20 pour cent. La proposition par conséquent n'aiderait pas ces pays. Même lorsque des produits passaient d'un pays dans un autre pour y être reconditionnés, le critère des 20 pour cent pouvait être satisfait. Avec une limite de 40 pour cent, une valeur ajoutée supérieure était possible. Son gouvernement se préoccupait de ce que des entreprises de son pays, qui bénéficiaient de préférences SGP dans certains pays, pourraient être affectées négativement.

40. Le représentant du Canada a dit qu'il souhaitait préciser que son gouvernement n'avait pas réduit le critère des 40 pour cent. Précédemment ces 40 pour cent pouvaient être cumulés pour tous les PMA et le Canada. Ce qui avait changé, c'était que les PMA pouvaient aussi utiliser des intrants d'autres pays en développement. Si un PMA utilisait un intrant en provenance d'un autre pays en développement, le gouvernement du Canada lui permettait de l'inclure dans les 40 pour cent jusqu'à concurrence de la moitié, c'est-à-dire 20 pour cent. L'idée était de permettre aux PMA qui s'approvisionnaient dans d'autres pays en développement de mieux pouvoir profiter de l'accès au marché canadien. Il a souligné que ce changement ne signifiait pas une réduction du niveau, mais ouvrait aux PMA la possibilité de s'approvisionner dans les pays en développement.

41. La représentante de Sri Lanka a dit qu'un intrant donné pouvait être importé dans un PMA, lequel n'avait alors qu'à ajouter 20 pour cent de valeur au produit. Il pouvait y avoir des cas où les

PMA pouvaient importer un produit fini et atteindre le critère de 20 pour cent de valeur ajoutée en en changeant simplement le conditionnement.

42. Le représentant du Canada a dit que sa délégation fournirait des détails supplémentaires sur la manière dont les calculs d'origine étaient effectués.

43. Le représentant de la Zambie a dit que sa délégation avait compris les critères en matière de règles d'origine de la manière expliquée par le représentant du Canada. Tout en continuant à appuyer le Canada, il estimait que la question soulevée par la représentante de Sri Lanka était intéressante. Il souhaitait informer les délégations que la Zambie travaillait sur une proposition concernant l'accès aux marchés et les règles d'origine qui serait prochainement communiquée aux autres Membres de l'OMC.

44. Le Président a dit qu'il serait question des aspects de procédure des notifications au point suivant de l'ordre du jour. Les Membres étaient également saisis d'une notification complète de la Norvège sur son système de préférences actuel (WT/COMTD/N/6/Add.2).

45. Le représentant de la Norvège a dit que, depuis sa création en 1971, le schéma SGP norvégien avait été élargi à plusieurs reprises. Des modifications avaient été apportées aussi bien à la liste des produits bénéficiant d'un traitement tarifaire préférentiel, qu'à la liste des pays bénéficiaires et aux règles d'origine. L'objectif de ces modifications avait été de rendre le marché norvégien plus accessible aux exportations des pays en développement et en particulier des PMA. La dernière modification, distribuée sous la cote WT/COMTD/N/6/Add.2, contenait la version révisée et consolidée du schéma SGP norvégien ainsi qu'un aperçu des pays couverts, des différents produits bénéficiant d'un traitement tarifaire préférentiel et des dispositions relatives aux règles d'origine. Ainsi, depuis 1995, toutes les importations SGP de produits en provenance des PMA étaient admises en franchise de droits et sans contingentement, à l'exception de la farine, des céréales et des produits d'affouragement. En 1998, le gouvernement norvégien avait mis en œuvre une réglementation révisée en matière de règles d'origine, harmonisée avec celle appliquée par les CE et la Suisse. Cet amendement permettait aussi le cumul bilatéral de produits d'origine en provenance de Norvège. Cette réglementation prévoyait, sur une base de réciprocité, le cumul d'origine "diagonal" avec des produits en provenance des CE et de la Suisse. Les trois parties avaient signé peu de temps auparavant un accord à cet effet qui entrerait en vigueur au printemps 2001. La version consolidée du schéma SGP avait été récemment envoyée à toutes les ambassades norvégiennes. Celles-ci avaient reçu pour instruction de s'adresser aux autorités d'un certain nombre de pays bénéficiaires où le schéma SGP n'était pas encore opérationnel. L'objectif était de les en informer afin de s'assurer que le traitement tarifaire préférentiel fût effectivement accordé. Le gouvernement norvégien espérait que cette initiative augmenterait l'utilité réelle du système.

46. Le représentant de la Zambie a dit que sa délégation souhaitait remercier le gouvernement de la Norvège de son appui constant.

47. Le Comité a pris note des notifications.

3. Communication du Japon sur le projet de réforme de son schéma SGP en faveur des pays les moins avancés

48. Le Président a dit que le Comité avait reçu une communication du Japon sur un projet de réforme de son schéma SGP en faveur des pays les moins avancés (documents WT/COMTD/29 et WT/LDC/SWG/IF/12 du 6 février 2001). Il n'y a pas eu de commentaire sur cette communication.

49. Le Président a demandé si les Membres souhaitaient soulever d'autres questions au titre du point D de l'ordre du jour.

50. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation avait notifié des préférences SGP supplémentaires portant sur plus de 1 800 lignes tarifaires en faveur de l'Afrique et notamment d'un certain nombre de PMA. La notification avait été faite au Comité du commerce et du développement. Elle souhaitait recevoir confirmation de la part du Secrétariat qu'elle avait bien été reçue.

51. Un représentant du Secrétariat a confirmé que la notification avait été reçue et qu'elle serait distribuée aux Membres.

52. La représentante des États-Unis a dit que la notification de sa délégation s'appliquait à tous les pays africains couverts par la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA), dans sa section consacrée au SGP.

53. Le représentant de la Zambie a dit que sa délégation souhaitait remercier le gouvernement du Japon ainsi que celui des États-Unis. Il a précisé par la suite que ses remerciements ne couvraient pas l'espoir exprimé dans le document japonais que ces mesures contribueraient à accroître la confiance et à favoriser le lancement d'un nouveau cycle. Il s'agissait là d'une question pour laquelle il devait se référer à sa capitale.

54. Le Président a demandé si d'autres Membres souhaitaient faire d'autres annonces au titre de la clause d'habilitation ou au titre de la dérogation de 1999 concernant les mesures en faveur des PMA. Il n'y a pas eu de demande en ce sens.

E. RAPPORT DU PRÉSIDENT CONCERNANT LE SÉMINAIRE SUR LE THÈME "TECHNOLOGIE, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT"

55. Le Président a dit qu'un séminaire sur le thème "Technologie, commerce et développement" avait été organisé le mercredi 14 février sous les auspices du CCD. Étant donné l'importance du sujet et la qualité du débat, il était regrettable que si peu de Membres aient saisi l'occasion d'y participer. Les délégations trouveraient dans la salle le rapport concernant le séminaire, qui avait été préparé sous son autorité. (Ce rapport est annexé à la présente note.)

56. Le représentant de la Zambie a dit que le séminaire sur la technologie, le commerce et le développement était le résultat d'une proposition de sa délégation. Aussi remerciait-il tous ceux qui y avaient participé, en particulier la CNUCED qui avait fourni un expert et un président. Ce type de coopération entre l'OMC et la CNUCED était important et devait se poursuivre dans d'autres domaines. Il appuyait le rapport du Président, étant entendu que celui-ci était sans préjudice de ce que les autres Membres, qui avaient participé au séminaire, avaient à dire. De l'avis de sa délégation, le séminaire avait été un succès. La capacité de créer de nouvelles technologies et celle d'acquérir et d'adapter avec succès des technologies provenant de sources externes et internes étaient des facteurs critiques déterminant l'aptitude d'un pays à soutenir la concurrence. La technologie ne se limitait pas aux produits et aux techniques de transformation, mais incluait le savoir-faire en matière d'organisation. L'accès à la technologie n'était pas facile et il y avait des obstacles. Il y avait place pour des politiques à tous les niveaux pour promouvoir les transferts de technologie et cela s'appliquait aussi aux accords de l'OMC. L'Accord sur les ADPIC, en particulier, traitait de questions de technologie et avait d'importantes incidences sur les transferts de technologie vers les pays en développement. Il partageait les regrets du Président quant à la faible participation au séminaire et espérait qu'elle serait meilleure à l'avenir.

57. Le représentant de l'Égypte a dit que sa délégation souhaitait remercier la délégation de la Zambie d'avoir pris l'initiative de demander un séminaire sur la technologie, le commerce et le développement. Le niveau de participation des délégations des pays développés et en développement avait été décevant. Toutefois, cela n'avait pas empêché un débat animé et riche d'enseignements, notamment durant la deuxième moitié du séminaire lorsqu'il y a eu interaction entre la salle et les

présentateurs. Il accueillait avec satisfaction le rapport du Président sur les débats du séminaire et souhaitait informer le Comité de certaines des questions et conclusions que sa délégation avait notées pendant les trois réunions. Premièrement, la technologie restait le principal vecteur de développement. C'était, aujourd'hui plus que jamais, un facteur crucial déterminant la compétitivité des pays en développement dans une économie de plus en plus mondialisée. Deuxièmement, les sociétés multinationales ne s'intéressaient pas d'une manière générale aux transferts de technologie, ce qui signifiait que l'ouverture aux investissements étrangers directs ne garantissait pas en soi de tels transferts. Elle permettrait plutôt aux multinationales d'acquérir des avantages en matière d'implantation et d'établir des réseaux de production internationaux. Il avait été fait référence au cours du séminaire à des études récentes qui avaient conclu que les investissements étrangers directs n'avaient que peu d'effet sur le plan des retombées technologiques et, dans certains cas, un effet négatif dans la mesure où ils affectaient l'aptitude des entreprises locales à développer leur capacité concurrentielle. Troisièmement, il y avait une différence importante entre transfert de technologie et diffusion de technologie. Les transferts avaient lieu entre les compagnies transnationales et leurs filiales et impliquaient l'achat d'équipements, tandis que la diffusion impliquait le transfert de connaissances et de savoir-faire et était plus susceptible de se produire entre les filiales étrangères et les entreprises locales. Ces relations entre fournisseurs locaux et filiales de sociétés transnationales constituaient le principal canal de diffusion du savoir-faire ainsi que du facteur humain du fait des emplois offerts. Quatrièmement, les pays en développement ne devaient pas rechercher uniquement l'emploi de technologies et leurs applications. Par contre, la possession des technologies était la clé permettant à ces pays de les appliquer pour mettre au point des produits, en fabriquer d'autres et en fin de compte développer de nouvelles technologies. Cinquièmement, comme l'avait révélé l'étude présentée par l'OCDE, si la part des exportations de haute technologie augmentait dans le montant total des exportations des pays de l'Asie de l'Est, certains facteurs, tels qu'une dépendance trop grande à l'égard des importations de composants, d'intrants, d'équipements et de recherche et développement d'origine étrangère les rendaient vulnérables, comme l'avaient démontré les crises subies par ces pays en 1997. Sixièmement, les politiques des gouvernements étaient cruciales pour assurer le développement des capacités techniques des pays en développement. Ce n'était pas un processus rapide, mais plutôt un processus qui porterait ses fruits à moyen terme. Il exigeait la mise en place d'un certain nombre de facteurs. Les gouvernements devaient avoir la souplesse d'appliquer des politiques assurant la venue d'investissements appropriés sur leur marché, à savoir essentiellement dans les domaines dans lesquels les entreprises nationales et les efforts de recherche et développement nationaux bénéficieraient de l'existence d'investissements étrangers et des liens qu'ils créent. Les gouvernements avaient besoin de maintenir leurs options politiques pour adopter une telle approche. Il fallait créer des incitations pour que les investissements étrangers directs contribuent au développement des ressources humaines nationales. Celles-ci ne devaient pas prendre la forme d'une concurrence entre pays en développement, pas même entre pays en développement et pays développés. À cet égard, il avait été mentionné au cours du séminaire que le pouvoir de négociation des pays en développement par rapport aux sociétés transnationales diminuait, d'autant plus que la plupart des marchés étaient actuellement ouverts aux investissements étrangers directs. Pour surmonter cette situation, il fallait un effort international concerté. Un certain nombre d'idées avaient été mentionnées pendant le séminaire et il fallait leur donner suite. Il était clair que les Accords de l'OMC traitaient des questions de transferts de technologie de la même manière que des questions de traitement spécial et différencié, c'est-à-dire par des clauses dites de l'effort maximal. Même dans le cas du seul article où il y avait un engagement clair, l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC, les pays en développement attendaient toujours qu'il soit pleinement mis en œuvre. Enfin, le transfert de technologie était une question que l'on retrouvait dans tous les Accords de l'OMC, et qu'il fallait traiter horizontalement. Une manière de le faire, comme cela avait été mentionné au séminaire, était d'envisager la création d'un groupe de travail pour examiner l'influence des Accords de l'OMC sur les options des pays en développement en matière de politique sur la technologie.

58. Le représentant de la Suisse a dit que, comme il ressortait des intéressantes présentations qui avaient été faites, la technologie était un élément clé pour améliorer et développer une économie. Les

présentateurs avaient réussi à bien expliquer les questions liées aux technologies et à leur transfert et combien il était complexe d'intégrer avec succès une nouvelle technologie dans les structures existantes d'une économie. Il était assez improbable que le simple transfert de nouvelles technologies ou le fait d'attirer des investissements étrangers directs dans le domaine des hautes technologies garantissent une amélioration durable de l'ensemble de l'économie. Comme il avait été montré, la capacité d'absorption d'une économie était critique, de même que le niveau existant des politiques d'enseignement en matière de technologie, etc. Il avait été utile d'entendre de la part d'organisations telles que l'ONUDI et le PNUE des exemples concrets concernant les efforts menés dans la communauté internationale pour soutenir les transferts de technologie ainsi que les efforts bilatéraux, comme par exemple ceux de son gouvernement qui avait notamment un programme de création de centres de production dits plus propres dans des pays comme le Brésil, le Maroc, le Viet Nam et l'Inde. Il était important que les délégués présents à Genève fussent conscients des efforts de cet ordre, menés dans le cadre de l'assistance technique liée au commerce, même s'ils n'étaient pas nécessairement directement liés à un article particulier d'un accord de l'OMC. Les délégués devaient aussi être conscients qu'il existait d'autres instances dans lesquelles se traitaient les questions de technologie. Il fallait déplorer la faible participation des Membres de l'OMC à ce séminaire. Si, en théorie, il ne faisait aucun doute qu'il était utile d'organiser un tel séminaire, il paraissait nécessaire de se demander s'il y avait vraiment une demande pour ce genre d'activités à Genève. Les délégués avaient des contraintes de temps et peut-être fallait-il envisager de réduire le nombre de séminaires et d'autres événements, malgré leur utilité potentielle, ne serait-ce que pour ne pas gaspiller les faibles ressources du Secrétariat de l'OMC.

59. Le représentant de l'Uruguay a dit que sa délégation remerciait la délégation zambienne d'avoir pris l'initiative de ce séminaire sur la technologie. Celui-ci avait donné aux délégations l'occasion de passer en revue les diverses normes multilatérales et de débattre du transfert de technologie et de ses conséquences pour les pays en développement et les pays les moins avancés. Il a souligné le faible niveau de participation à la fois des pays développés et des pays en développement. Le séminaire avait également fourni l'occasion de connaître les travaux importants menés par d'autres organisations internationales telles que la CNUCED et l'ONUDI notamment. Sa délégation était préoccupée par le fait que les normes multilatérales relatives au transfert de technologie, qui étaient contenues dans les Accords de l'OMC, restaient lettres mortes. Elles n'avaient pas été appliquées et, pis encore, rien ne semblait être fait à ce sujet. Le fait que les normes multilatérales de transfert de technologie avaient cessé d'être obligatoires devait constituer une source de préoccupation institutionnelle pour l'OMC, dont les normes étaient censées être obligatoires dans le système commercial multilatéral. Sa délégation souhaitait souligner, comme cela était ressorti clairement du séminaire, que le transfert de technologie était fondamental pour toute politique de développement visant à intégrer les pays en développement dans le commerce international. On se préoccupait clairement de ce que les dispositions relatives au transfert de technologie n'avaient pas été appliquées au niveau multilatéral, alors qu'il existait des initiatives aux niveaux bilatéral et régional qui rendaient les transferts de technologie possibles. Il ne fallait pas confondre assistance technique et transfert de technologie. Cette préoccupation était reflétée au paragraphe 7 du projet de rapport du séminaire. Celui-ci reflétait les suggestions et les commentaires faits par les délégations qui avaient participé au séminaire. Toutefois, il serait utile que, dans le paragraphe 5 des normes multilatérales de transfert de technologie, dans les Accords de l'OMC sur les ADPIC, les subventions et les services, les articles relatifs au transfert de technologie puissent être précisés de la manière qui avait été mentionnée par le Secrétariat lui-même lorsque le sujet avait été présenté.

60. La représentante du Canada a dit qu'elle remerciait son collègue de la Zambie d'avoir pris l'initiative de ce séminaire. Le débat avait été important et riche malgré la faible participation. Le rapport fourni par le Président reflétait de manière exacte les questions couvertes au cours du débat. Toutefois, il aurait pu être enrichi par quelques exemples de types d'initiatives actuelles concernant les transferts de technologie. Sa délégation était reconnaissante d'avoir eu l'occasion de faire participer au séminaire un orateur de rang élevé du Conseil national de la recherche du Canada, lequel avait fait

des commentaires spécifiques et fourni beaucoup de détails sur les programmes de transferts de technologie auxquels le Canada avait participé au cours des 30 dernières années en partenariat avec les pays en développement et les pays les moins avancés. Le débat avait certes fait ressortir certaines des faiblesses du système multilatéral pour ce qui est des transferts effectifs de technologie, mais il avait aussi mis en relief un certain nombre d'initiatives intéressantes en cours.

61. La représentante de la Trinité-et-Tobago a souhaité remercier la délégation de la Zambie d'avoir pris l'initiative de ce séminaire. Les orateurs qui s'y étaient succédé avaient été bons et sa délégation regrettait le faible niveau de participation, qui n'avait cependant pas empêché la qualité et la richesse des échanges et du débat. Le séminaire avait mis en relief l'importance de la technologie en tant qu'élément essentiel du processus de développement et du commerce. Cela était ressorti du fait que l'assistance technique et le transfert de technologie n'étaient pas synonymes et que l'une ne pouvait pas se substituer à l'autre. Il était clair également que les Accords de l'OMC contenaient des dispositions portant sur le transfert de technologie, mais que celles-ci étaient davantage violées que respectées. Le séminaire avait été axé sur les pays d'Asie du Sud-Est. Aussi sa délégation avait-elle été heureuse d'entendre les interventions du Conseil national de la recherche du Canada et du représentant du Ministère brésilien de la science et de la technologie. Si des séminaires analogues devaient avoir lieu à l'avenir, elle suggérait que l'on s'efforce d'en élargir la portée pour prendre en compte des exemples concernant un plus grand nombre de Membres de l'Organisation. Elle a conclu en disant que le projet de rapport du Président semblait être bon et que sa délégation soutenait l'appel à la création d'un groupe de travail sur le transfert de technologie au sein de l'OMC.

62. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation remerciait le Président de son rapport, lequel semblait être exact d'après les déclarations des représentants d'autres délégations. En ce qui concerne la participation, sa délégation avait été l'une de celles qui avaient eu un véritable problème de calendrier le jour du séminaire. C'était la raison pour laquelle sa délégation n'avait été représentée que brièvement. La solution pourrait ne pas être d'avoir moins de séminaires, mais d'essayer de résoudre le problème en examinant de près les dates retenues et les contraintes des délégations. Cela n'excusait pas la non-participation au séminaire, mais, en plus un membre de sa délégation avait eu un problème médical qui l'avait empêché d'être présent. Le rapport du Président contenait un certain nombre de questions importantes que sa délégation était heureuse de voir reflétées. La première partie qui portait sur les politiques appropriées pour encourager les investissements étrangers directs et les transferts de technologie connexes soulevait les questions appropriées. Sa délégation était satisfaite que les choix politiques essentiels mentionnés ne portaient pas sur la question de savoir si un pays devait imposer des exigences en matière de mesures d'investissement liées au commerce, car ce débat particulier semblait appartenir à une époque révolue. À propos du point 5 du rapport, où il était fait mention de certains accords spécifiques de l'OMC, il y avait place pour une poursuite du débat sur ces questions au sein de l'OMC, dans le Conseil sur les ADPIC, dans le Comité sur les subventions et les mesures compensatoires ou dans le contexte de l'AGCS. Sa délégation serait heureuse de poursuivre le débat dans ces trois instances. L'intention du séminaire avait précisément été de donner un nouvel élan et une vision plus large à l'aspect développement des débats dans les divers organes qui traitaient de ces questions de manière plus concrète.

63. Le représentant de Cuba a dit que le séminaire avait été bon, bien que seulement quelques délégations eussent été présentes. Il fallait choisir avec soin les dates des séminaires pour augmenter la participation. De nombreux participants avaient dit que les pays en développement devaient avoir une meilleure technologie, car la différence entre un pays en développement et un pays développé était grande à cet égard et le fossé s'élargissait tous les jours. Si l'on voulait faire une véritable contribution au développement, il fallait considérer ce problème avec soin et rechercher des solutions en tenant des conférences sur la technologie et en examinant la question du transfert de technologie même sous l'angle commercial. Des références avaient été faites au transfert de technologie à des conditions commerciales. Toutefois, lorsqu'elles faisaient des investissements, les entreprises

n'étaient souvent pas prêtes à opérer des transferts de technologie. Il y avait parfois des obstacles gouvernementaux qui signifiaient que certains pays ne pouvaient pas bénéficier de technologies qui étaient disponibles sur le marché et cela nuisait au développement au niveau mondial. Pour cette raison, sa délégation était d'accord avec la déclaration du représentant de l'Uruguay selon laquelle les dispositions de l'OMC relatives au transfert de technologie restaient lettres mortes. Il fallait changer cette situation et contribuer à la dissémination des technologies. Son gouvernement partageait l'avis du représentant de la Trinité-et-Tobago selon lequel un groupe d'étude sur le transfert de technologie était nécessaire. Cette question avait été soulevée à Seattle et restait d'actualité. Il était nécessaire d'examiner la possibilité d'établir un tel groupe de travail.

64. Le représentant de l'Indonésie a dit que sa délégation partageait les préoccupations concernant la participation insuffisante des Membres de l'OMC au séminaire. Les conférenciers avaient discuté des domaines d'intérêt pour les pays en développement, notamment pour ce qui est de renforcer les capacités des pays en développement sur le marché mondial. Il souhaitait souligner certaines questions mentionnées plusieurs fois au cours du séminaire. Sa délégation était d'accord sur le fait que le transfert de technologie était un facteur urgent et important d'accroissement de la capacité des pays en développement à être compétitifs sur le marché mondial. Les pays en développement souhaitaient voir une mise en œuvre concrète des transferts de technologie le plus rapidement possible. Un conférencier avait dit que la mondialisation signifiait pour les pays en développement davantage de défis que de possibilités. Le séminaire avait fait ressortir le fait que les pays en développement devaient avoir plus de possibilités d'accroître les transferts de technologie afin d'augmenter leurs capacités. Le débat sur les politiques gouvernementales en matière d'investissements et d'assistance technique avait été intéressant. Sa délégation espérait que l'OMC et d'autres organisations s'occupant de coopération technique pourraient fournir davantage d'assistance pour renforcer les capacités des pays en développement à produire des biens plus concurrentiels pour le marché mondial.

65. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation avait participé à la plupart des sessions du séminaire. Elle a souligné que la principale responsabilité de sa délégation était de participer aux réunions de l'OMC, que celles-ci soient informelles ou formelles. Lorsqu'il y avait conflit entre la nécessité de participer à une réunion et à un séminaire, le séminaire passait au second plan. Toutefois, sa délégation avait participé à ce séminaire et l'avait trouvé instructif, notamment lorsqu'elle avait entendu des collègues avancer certaines positions intéressantes. Le séminaire avait aidé sa délégation à mieux comprendre certaines positions présentées dans les réunions délibérantes de l'OMC. Le paragraphe 5 du rapport pourrait être plus clair, de manière à faire ressortir qu'il reflétait les suggestions faites par certains orateurs, et non le consensus des participants au séminaire ou des présentateurs. Le premier alinéa du paragraphe 5 mentionnait que "certains orateurs avaient fait remarquer", mais ce type d'articulation manquait dans les alinéas suivants. De ce fait, vers la fin du rapport, le texte semblait contenir des conclusions trop décisives. La question de la participation aux séminaires se posait à toute délégation, surtout quand un séminaire avait été demandé par des délégations qui avaient un intérêt direct dans le sujet traité.

66. Le représentant du Kenya a dit que le représentant des Communautés européennes et un certain nombre d'autres délégations avaient fait référence au problème du calendrier des réunions. Il a fait remarquer que si la délégation des CE avait des difficultés, les missions plus petites telles que la sienne auraient besoin de l'intervention divine pour faire face. Il y avait eu un grand nombre de réunions ce jour-là, y compris une réunion de la CNUCED sur un sujet similaire. Toutefois, il comprenait les difficultés du Secrétariat de l'OMC à organiser le calendrier des réunions, mais, comme des séminaires étaient prévus dans le programme de travail du CCD pour l'année en cours, il demandait au Secrétariat de les planifier de manière à permettre une participation maximale, surtout de la part des pays en développement.

67. Le représentant des Philippines a dit qu'il avait essayé de réserver quelques minutes pour participer au séminaire. Il partageait les observations faites par les représentants de l'Égypte et du Paraguay. La documentation sur l'expérience des pays d'Asie du Sud-Est n'avait pas consisté en études analytiques et études de motivation, mais en analyses de tendances de nature trop statique et expérimentale. Elles étaient par conséquent d'un intérêt limité pour guider les PMA et les autres pays en développement quant au choix de leurs objectifs pour avoir accès aux technologies et bénéficier de transferts de technologie et elles n'indiquaient pas non plus comment les normes de l'OMC pouvaient aider ces pays. En matière de technologie, ce n'étaient pas les centres de réflexion qui comptaient, mais les grandes sociétés transnationales. L'intérêt du séminaire aurait par conséquent été plus grand, si un travail analytique avait été présenté sur les motivations et les stratégies commerciales des sociétés transnationales pour ce qui est de partager leur savoir-faire technologique avec les pays en développement. Heureusement, le séminaire n'était qu'un début et sa délégation était en faveur de la tenue d'un autre séminaire de ce type, car il y avait un intérêt réel dans les questions de transfert de technologie et d'accès aux technologies, deux activités qui pouvaient se faire par les transactions commerciales des sociétés transnationales, avec – on l'espère – l'appui des Accords de l'OMC sur les ADPIC et les services.

68. Le Président a suggéré que le Comité prenne note du rapport. Le débat figurerait au compte rendu de la réunion et le rapport y serait annexé. Il a souligné, comme cela avait été mentionné, que le séminaire n'était qu'un début. Il suggérait que son successeur, l'Ambassadeur Irumba, pourrait souhaiter tenir des consultations sur la manière dont le Comité pourrait poursuivre le travail engagé sur la question de la technologie.

69. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation ne comprenait pas très bien ce que le Président entendait par le travail qui avait été engagé sur la question et sur ce que son successeur pourrait faire. À la présente réunion, sa délégation n'avait fait que commenter le rapport du séminaire. D'autres délégations, outre leurs commentaires sur le rapport, avaient fait des suggestions en ce qui concerne d'autres travaux et d'autres propositions au sein de l'OMC. Elle souhaitait répéter que sa délégation avait trouvé le séminaire instructif, mais elle était préoccupée par les conclusions du Président quant à des travaux à venir et quant à ce qu'il suggérait en matière de consultations par son successeur.

70. Le Président a dit qu'il n'avait pas suggéré de suivi particulier. Certaines délégations avaient indiqué que d'autres séminaires pourraient être nécessaires. Des consultations informelles devraient être tenues pour déterminer s'il y avait d'autres travaux à effectuer, séminaires à organiser ou comment le Comité pourrait souhaiter aller de l'avant sur cette question. Il n'avait rien suggéré de plus que le fait que le nouveau Président pourrait souhaiter tenir des consultations. Si les délégations ne pouvaient s'accorder sur d'autres travaux, il présumait qu'aucun travail supplémentaire n'aurait lieu. Toutefois, si les délégations étaient en mesure de convenir d'un suivi, il serait possible de poursuivre les travaux sur la question.

71. Il en a été ainsi convenu.

F. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT – EXAMEN DE LA CONTRIBUTION DE L'OMC À LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU DES NATIONS UNIES EN 2001

72. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 17 juillet le Conseil général avait décidé que le point focal pour la contribution de l'OMC à la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur le financement du développement prévue en mars 2002 devait être le Comité du commerce et du développement (CCD). Il avait également été convenu que le Président du CCD se mettrait en rapport avec le Comité préparatoire.

73. Comme les Membres le savaient, l'ONU avait établi pour la préparation de la Réunion de haut niveau six groupes de travail: sur les ressources financières nationales, les investissements étrangers directs et autres flux privés, le commerce international, la coopération financière internationale, notamment l'aide publique au développement (APD), la dette extérieure, les questions systémiques ainsi que le renforcement de la cohérence et de la compatibilité des systèmes monétaire, financier et commercial internationaux pour soutenir le développement. Un rapport du Secrétaire général de l'ONU avait été élaboré pour le Comité préparatoire, qui tenait sa deuxième réunion à New York. Le CCD, à sa réunion précédente, en novembre 2000, avait reçu un briefing de MM. Tulloch et Eglin, les Directeurs des deux Divisions les plus directement intéressées.

74. À la précédente réunion du CCD, en novembre, les Membres étaient convenus de revenir, à la présente réunion, sur la question de savoir comment les Membres de l'OMC pourraient faire une contribution utile au processus préparatoire. À cette fin, deux réunions informelles du CCD s'étaient tenues les 19 janvier et 9 février 2001, pour lesquelles les Membres avaient disposé d'un document informel du Secrétariat pour stimuler le débat. À la réunion informelle du 9 février, les Membres avaient demandé au Secrétariat de préparer une courte déclaration qui pourrait constituer la contribution politique des Membres de l'OMC à cette réunion. Le projet en avait été distribué aux Membres le mercredi 14 février et était disponible dans la salle.

75. C'était la première fois que le CCD voyait ce document, mais le Président espérait que les Membres seraient en mesure de l'approuver. Pour faire avancer les choses, il proposait qu'ils tiennent un débat informel pour examiner le projet. Si cela était possible, une nouvelle version pourrait être disponible plus tard dans la journée pour un nouvel examen. Les Membres devaient également décider s'ils souhaitaient ou non faire parvenir le document du Secrétariat au Comité préparatoire, éventuellement en annexe à la contribution politique. Seules quelques délégations en avaient parlé à la précédente réunion, de sorte qu'il serait utile que d'autres délégations expriment leur avis sur la question.

76. [Débat informel. Déclarations.]

77. Le Président a dit que le débat sur la contribution possible du CCD avait été utile. Mais il fallait de toute évidence plus de temps pour l'examiner et consulter les capitales. Il a suggéré que les Membres devraient reprendre leur débat informel. Le Secrétariat consulterait le nouveau Président et les Membres sur une date appropriée pour une telle réunion et les procédures à suivre pour l'adoption du rapport. Les Membres devaient également prévoir de décider alors s'ils voulaient ou non annexer le document de Secrétariat à la contribution politique.

78. À la réunion de novembre du CCD, le Président avait également proposé d'inviter les coprésidents du Comité préparatoire à prendre la parole à une date appropriée devant le présent Comité sur l'avancement des travaux relatifs à la Réunion de haut niveau et à en débattre avec les Membres. Compte tenu du stade auquel on se trouvait dans la rédaction de cette contribution, il était peut-être souhaitable d'attendre jusqu'à ce que les Membres aient précisé leur position.

79. Il en a été ainsi convenu.

G. COOPÉRATION TECHNIQUE – EXAMEN DU RAPPORT DU SECRÉTARIAT CONCERNANT UNE "STRATÉGIE EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE À L'OMC"

80. Le Président a rappelé qu'une version antérieure du document WT/COMTD/W/78 avait été examinée lors d'une réunion informelle le 17 octobre 2000 et par la suite dans les débats informels tenus lors des précédentes réunions du CCD. Le Secrétariat avait révisé le projet en fonction des commentaires qui avaient été faits et les Membres étaient maintenant saisis du document intitulé

"Stratégie en matière d'assistance technique à l'OMC". Il a demandé à M. Léger, Directeur de la Division de la coopération technique, de le présenter. Il a ajouté que M. Mercier, Directeur de la Division de la formation, et M. Osakwe, chef du Groupe de travail du Secrétariat sur les pays les moins avancés et le Cadre intégré, étaient présents à la réunion pour répondre aux questions éventuelles.

81. Le Directeur de la Division de la coopération technique, M. Jean-Maurice Léger, a dit qu'il souhaitait identifier seulement les principales modifications apportées au document. Celles-ci étaient le résultat de commentaires écrits et oraux portant sur la version antérieure. Le premier chapitre qui comportait précédemment trois rubriques, à savoir "Définitions", "Principes" et "Objectifs", avait été simplifié et regroupé sous le titre de "Définitions et objectifs". La partie B du chapitre III (Modalités de mise en œuvre) relative à l'établissement des priorités avait été révisée de manière à ne porter que sur les priorités en tant que telles. Il n'était plus question de priorités de rang élevé et de rang inférieur, ce qui signifiait que ce qui avait été éliminé ne portait pas sur des priorités. La partie de ce même chapitre consacrée à l'organisation des activités d'assistance technique avait été révisée de manière à indiquer plus clairement que l'approche, fondée sur la demande, commençait avec la définition des besoins nationaux et que les activités au niveau régional ou les possibilités au niveau sous-régional résultaient des besoins nationaux et non l'inverse. Une autre modification importante avait trait à l'ordre des chapitres. Toute la partie relative à l'organisation des activités d'assistance technique avait été placée avant la partie sur les "modes et moyens de prestation" afin de respecter l'ordre logique des étapes. En outre, on avait ajouté la question de la "coordination interne" de l'assistance technique au sein de l'OMC à la partie sur l'organisation des activités d'assistance technique, car un certain nombre de délégations avaient soulevé cette question. La partie D concernant les "modes et moyens de prestation" avait été considérablement réduite et les détails qu'elle contenait précédemment avaient été placés dans l'annexe 2. Une cinquième modification avait trait au titre de la partie E qui était maintenant intitulée "Coopération avec d'autres institutions (y compris les donateurs bilatéraux)" de manière à inclure une référence aux donateurs bilatéraux. C'était le résultat de la communication aux Membres, l'année précédente, d'un document et d'un CD-ROM sur les "sources d'assistance technique liées au commerce". Ces renseignements avaient été réunis à la suite d'une lettre adressée par le Directeur général, M. Mike Moore, à toutes les organisations internationales ainsi qu'aux Membres et autres institutions fournissant de l'assistance technique. Le chapitre V sur le "financement de l'assistance technique" avait été révisé à la lumière des commentaires reçus de manière à porter surtout sur la nécessité d'un budget ordinaire adéquat, complété par des contributions volontaires et un financement des institutions multilatérales, au lieu de l'identification d'un déficit du budget ordinaire comme cela se faisait actuellement. À la demande de certaines délégations, il était par ailleurs fait référence au Cadre intégré, au JITAP et au stage de politique commerciale de trois mois organisé par la Division de la formation. Enfin, une nouvelle annexe 3 avait été ajoutée, énumérant les avantages comparatifs de l'OMC dans le domaine de l'assistance technique.

82. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation était en faveur de l'idée que l'OMC élabore une stratégie d'assistance technique. Toutefois, sa délégation estimait que cette stratégie devait avoir pour objet principal d'assurer que l'assistance technique actuelle fût fournie d'une manière efficace. Le document couvrait relativement bien de nombreux aspects des modalités de mise en œuvre et de suivi de l'assistance technique. Il semblait porter moins d'attention aux pays donateurs qui fournissaient l'assistance qu'à l'inclusion de la coopération technique dans le budget ordinaire. Sa délégation n'était pas en faveur de cela. Comme il était ressorti des débats du Comité budgétaire de l'automne dernier, certaines augmentations de l'assistance technique de l'OMC avaient été approuvées. Toutefois, il avait été évident qu'il n'y avait pas de consensus pour intégrer les dépenses d'assistance technique bilatérales dans le budget. Sa délégation ne pouvait approuver la proposition contenue dans le document à ce sujet. Il y avait d'autres cas, comme dans le système des Nations Unies, où les dons bilatéraux étaient traités de manière efficace pour assurer que l'assistance technique fût fournie de manière efficace.

83. La représentante de la Suisse a dit que les modifications avaient sensiblement amélioré le document. Il y avait été ajouté une réflexion en profondeur et il ne faisait aucun doute que la stratégie pourrait être mise en œuvre. Sa délégation souhaitait relever les efforts déployés pour inclure la coordination nécessaire entre l'OMC et les autres organisations internationales et aussi entre les différentes divisions du Secrétariat de l'OMC. Elle accueillait avec une satisfaction particulière le fait que le document couvrait les activités de plusieurs divisions du Secrétariat de l'OMC. L'assistance technique était souvent considérée comme un droit des pays en développement. Son gouvernement était convaincu que l'assistance technique était nécessaire, mais quels que soient les efforts accomplis, elle ne servirait à rien sans la participation des pays bénéficiaires. C'était à eux qu'il incombait d'évaluer leurs besoins et les effets de toute assistance dépendaient des pays en développement eux-mêmes. Sa délégation, par conséquent, encourageait le Secrétariat à promouvoir un processus interactif comme il était suggéré au paragraphe 9.

84. La délégation suisse était par ailleurs satisfaite des efforts du Secrétariat visant à établir des priorités afin de parvenir à un programme réaliste et pratique. Elle appuyait les priorités suggérées par le Secrétariat entre les pays bénéficiaires. Elle avait toutefois deux remarques à faire à cet égard. La première concernait la Division de la formation. Sa délégation se demandait s'il ne lui serait pas possible d'adapter ses priorités aux besoins d'assistance technique identifiés. Même si une assistance à court terme était toujours disponible pour les PMA, les pays africains et d'autres pays ciblés, elle ne pouvait se substituer aux stages de politique commerciale de trois mois. Le paragraphe 21 qui indiquait que tous les pays bénéficiaires auraient accès à une formation au moins une fois tous les deux ans devait être considéré de manière souple de façon à accorder une attention particulière aux PMA, aux pays africains, aux Membres non résidents et aux petites économies. Ce serait une approche cohérente avec les priorités établies en fonction des besoins identifiés. Cela permettrait aussi de renforcer les liens de solidarité en faveur des pays les moins favorisés. Toutefois, cela devrait se faire sans réduire l'accès aux cours de politique commerciale de trois mois pour les autres pays bénéficiaires. À plus long terme, la solution était donc d'accroître sensiblement la capacité du Secrétariat de l'OMC à dispenser une formation. Malgré les tribulations du Comité du budget de l'année précédente, sa délégation restait convaincue qu'il fallait doubler la capacité de formation de l'OMC. Étant donné le manque de ressources, il fallait définir des priorités en ce qui concerne les services que l'assistance technique de l'OMC pouvait fournir. S'il fallait une assistance technique pour les ONG, la société civile, le secteur civil, les négociateurs ou la formation de formateurs, cela nécessitait différents types de services. Il fallait par conséquent établir des priorités. Le rôle principal du Secrétariat de l'OMC était de satisfaire les besoins des représentants de l'État dans les pays bénéficiaires. Une autre question, qui ne relevait pas directement de la stratégie, mais qui pouvait avoir des incidences directes sur la mise en œuvre pratique de l'assistance technique, était la répartition des tâches et des responsabilités au sein du Secrétariat. Quatre divisions ou unités distinctes fournissaient actuellement de l'assistance technique ou étaient directement concernées par les questions de commerce et de développement: la Division du développement, la Division de la coopération technique, la Division de la formation et le Groupe de travail du Secrétariat pour le Cadre intégré et les questions relatives aux PMA. Ces entités étaient actuellement placées sous la supervision de trois membres différents de la haute administration de l'OMC. C'était là une situation qui ne favorisait pas l'application d'une stratégie cohérente d'assistance technique, surtout lorsqu'il s'agissait de choisir entre projets concurrents sur la base des priorités définies dans le document sur la stratégie. Ces décisions devaient être prises par une seule et même personne, disposant du pouvoir approprié, par exemple au niveau de Directeur général adjoint. Cette personne devrait non seulement être à la tête de ces quatre entités du Secrétariat, mais devrait aussi avoir le pouvoir de prendre toutes les décisions pertinentes en ce qui concerne la mise en œuvre de la stratégie en matière d'assistance technique.

85. La représentante du Canada a dit que sa délégation avait noté que les questions dont il avait été tenu compte dans la version révisée de la stratégie en matière de coopération technique comprenaient l'approche fondée sur la demande, l'établissement de priorités, les relations avec d'autres

processus dont le Cadre intégré, l'élaboration de plans pluriannuels, la participation de tous, le secteur privé, la société civile et les institutions de formation, ce dont elle se félicitait. Toutefois, au lieu de toujours fournir une formation sur place, il convenait de porter une attention appropriée à l'enseignement à distance. Sa délégation appuyait les commentaires de la représentante de la Suisse en ce qui concerne la cohérence de la gestion au sein du Secrétariat de l'OMC pour les divers aspects de l'assistance technique et de la formation.

86. Le représentant de la Norvège a dit que sa délégation figurait parmi les Membres qui avaient souligné la nécessité d'une stratégie claire pour les activités de coopération technique de l'OMC. Le document de stratégie qu'avait élaboré le Secrétariat était fondé sur plusieurs années d'expérience. Les services du Secrétariat de l'OMC avaient été très demandés et appréciés. Toutefois, ses ressources avaient été limitées et fait l'objet d'un financement *ad hoc*. Sa délégation était d'une manière générale en accord avec la plupart des aspects de la stratégie proposée et il se félicitait de ce que le Comité du commerce et du développement ait l'occasion d'en débattre. De l'avis de sa délégation, les activités d'assistance technique de l'OMC devraient être financées par le budget ordinaire au lieu de dépendre fortement de contributions volontaires comme cela était le cas actuellement. Un financement prévisible et stable était la condition préalable d'une bonne planification et donc de la qualité de l'assistance accordée. Sa délégation poursuivait ses efforts visant à parvenir à un consensus sur la proposition d'assurer le financement par le budget ordinaire. Compte tenu des ressources financières et des ressources humaines limitées dont disposait l'OMC pour ses activités d'assistance technique, l'établissement de priorités et l'élaboration d'une liste de pays bénéficiaires étaient nécessaires. Sa délégation convenait que les différentes catégories de pays mentionnées au paragraphe 6 devaient avoir droit à une assistance. Toutefois, sa délégation souhaitait qu'une priorité plus nette soit accordée aux PMA au paragraphe 20. Le paragraphe 27 indiquait que "tout nouvel accord conclu à l'OMC devrait s'accompagner d'un cadre à mettre en place pour encourager sa mise en œuvre". Sa délégation convenait que la mise en œuvre de nouveaux accords serait facilitée si les besoins d'assistance technique connexes des différents pays étaient identifiés. Toutefois, la question de savoir si cela devait être réalisé par l'inclusion des besoins d'assistance technique dans le budget ordinaire de l'OMC, des références spécifiques dans les différents accords, l'élaboration d'une liste des besoins d'assistance liés à chaque accord ou une combinaison de ces différentes approches devrait faire l'objet de négociations entre les Membres. Il était essentiel de favoriser la collaboration de l'OMC avec d'autres organisations. Il fallait assurer une approche cohérente, identifier les domaines de compétences et de complémentarité, définir et exécuter des projets conjoints et éviter les doubles emplois. Il demandait au Secrétariat d'expliquer le paragraphe 39 où il était dit que l'OMC devrait avoir pour objectif de se concentrer davantage sur les activités spécialisées dans lesquelles elle disposait d'un avantage comparatif par rapport à d'autres organisations. Compte tenu des ressources financières limitées disponibles, sa délégation comptait que les activités d'assistance technique de l'OMC étaient d'ores et déjà concentrées sur cette sphère particulière de compétences. Le représentant a demandé comment ces ressources limitées pourraient être encore mieux utilisées. Sa délégation appuyait les commentaires et les propositions relatifs à la nécessité d'une meilleure cohérence interne au sein du Secrétariat de l'OMC.

87. La représentante de l'Australie a dit apprécier les efforts déployés pour améliorer la gestion et la planification des activités d'assistance technique de l'OMC. Elle accueillait avec satisfaction l'accent mis sur l'amélioration des consultations entre les divisions chargées des questions de substance et la Division de la coopération technique ainsi qu'entre l'OMC et les autres donateurs multilatéraux et bilatéraux. Le chapitre V sur le "financement de l'assistance technique" était dans la ligne de l'appel visant à allouer des fonds dans le budget ordinaire aux activités de coopération technique de l'OMC. Sa délégation convenait qu'actuellement l'absence d'un financement suffisamment important et stable avait nui à la capacité de l'OMC de planifier et fournir une assistance technique de manière plus efficace, mais elle faisait remarquer que des ressources supplémentaires avaient été accordées lors du débat budgétaire de l'année précédente et espérait que le Secrétariat

démontrerait l'effet positif de cette augmentation avant que des fonds supplémentaires ne soient alloués.

88. Le représentant de la Zambie a demandé des éclaircissements sur la place des besoins spéciaux des PMA dans la stratégie et la manière dont celle-ci envisageait de les satisfaire.

89. Le représentant des Philippines a dit que les activités d'assistance technique de l'OMC étaient exécutées avec des fonds limités. Les demandes d'assistance technique adressées à l'OMC étaient complexes, non seulement en raison de la distinction entre pays en développement, pays les moins avancés, petites économies, pays pauvres et lourdement endettés, mais aussi du point de vue des objectifs de développement, qu'il ne fallait jamais perdre de vue au sein du Comité du commerce et du développement et de l'OMC. En ce qui concerne la définition des objectifs, il ne s'agissait pas seulement des compétences de l'OMC, mais aussi d'une plus grande intégration des pays dans le système commercial multilatéral et de considérer les besoins plus larges de développement, le renforcement des capacités et le soutien complémentaire concernant les besoins identifiés par les pays bénéficiaires, dans le contexte de leur situation économique. Ce contexte constituait un défi pour n'importe quelle stratégie d'assistance technique. Toutefois, sa délégation ne voyait pas de problème à l'établissement de priorités, ni à la définition des besoins nationaux. Il était également utile de considérer les besoins par groupes de pays ou d'économies, régions ou sous-régions ainsi que selon des approches thématiques (commerce électronique, technologies de l'information et des télécommunications, etc.). Les attentes des pays en développement se trouvaient accrues sans qu'il y n'y ait une perspective d'accroissement des allocations budgétaires, qu'elles soient internes ou externes, pour les activités de coopération technique. La stratégie en matière d'assistance technique devrait porter sur l'établissement de réseaux et l'externalisation, qui pour ceux qui s'occupent d'assistance technique et d'autres institutions à Genève avaient eu un succès considérable s'agissant de généraliser les bénéfices de l'assistance technique. Cela était particulièrement vrai dans le domaine des débouchés commerciaux lorsqu'on se plaçait dans le contexte et la situation économique des différentes régions du monde. Les experts de Genève pouvaient ne pas avoir une connaissance complète des situations locales dans d'autres parties du monde. Quelle que soit l'étendue des analyses de besoins, elles ne pouvaient jamais remplacer une présence physique et l'observation de la dynamique du développement, de la croissance et du commerce dans une région donnée. Sa délégation était préoccupée par certaines hypothèses contenues dans la partie relative à l'externalisation, notamment le paragraphe 63 qui indiquait, entre autres, que le Secrétariat de l'OMC avait la responsabilité de former les bénéficiaires sur les Accords de l'OMC. Il était certes conscient du fait que les experts de l'OMC à Genève connaissaient très bien les dispositions juridiques et les prescriptions des différents accords, mais il mettait en question ce que ces experts pouvaient savoir au sujet de leurs incidences sur le développement et des difficultés que ces accords pouvaient poser pour certains Membres de l'OMC. L'alinéa ii) du paragraphe 63 indiquait que "les activités de coopération technique de l'OMC lui permettent aussi d'établir des relations avec ses Membres; une externalisation importante la priverait de cette possibilité". Il demandait comment le Secrétariat de l'OMC qui disposait déjà de toute l'expertise pouvait en être privé par une externalisation importante alors qu'il avait des programmes de formation, qu'il contrôlait. L'alinéa iii) du paragraphe 63 indiquait que dans certains domaines, comme l'agriculture et les services, où des négociations étaient en cours, il pouvait être plus difficile d'organiser l'externalisation à grande échelle en raison du manque de compétences extérieures. L'une des principales raisons de l'externalisation était de permettre de développer les compétences en dehors du Secrétariat de l'OMC, afin d'amener une meilleure compréhension de l'OMC. L'alinéa iii) du paragraphe 63 indiquait aussi que les hauts fonctionnaires nationaux souhaitaient souvent être conseillés sur leurs engagements et leurs obligations par des administrateurs de l'OMC qui intervenaient directement dans les négociations en cours et savaient comment il pouvait être tenu compte des objectifs et contraintes des politiques nationales dans les listes des pays. À son avis, cela était trop présomptueux. Il regrettait de ne pas avoir pu participer aux consultations sur cette question qui l'intéressait particulièrement. Les paragraphes 62 et 63 n'étaient pas équitables, au point d'être superflus.

90. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation aimait le document dans son état actuel et n'avait que quelques commentaires mineurs à formuler. La question principale était de savoir ce que le Comité du commerce et du développement entendait faire de ce document. Son approbation par le Comité était une option minimaliste; sa délégation suggérait que la question était suffisamment importante pour être portée à l'attention du Conseil général, de préférence en mai 2001, de manière à ce que celui-ci confirme l'orientation donnée dans les différents éléments du document, y compris pour les activités entreprises au sein des comités et dans le Cadre intégré. L'assistance technique constituait un élément important des efforts visant à renforcer la confiance. Le document pouvait fournir la base des travaux futurs à cet égard. Sa délégation appuyait par ailleurs les commentaires faits par d'autres délégations en ce qui concerne la coordination interne du Secrétariat.

91. Le représentant de la Turquie a dit que sa délégation trouvait la stratégie utile pour l'organisation future des activités d'assistance technique de l'OMC. Sa préoccupation concernait les priorités définies dans cette stratégie. Sa délégation était en faveur de l'attribution d'un degré de priorité élevé à l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral. Le plan semblait prendre en compte les besoins des PMA, des pays africains, des petites économies et des économies en transition. Toutefois, les pays en développement qui n'appartenaient pas à ces catégories avaient besoin eux aussi d'assistance technique. Il fallait également prendre en compte le droit de ces autres pays en développement à recevoir une telle assistance. En outre, une évaluation des résultats des activités d'assistance technique dans les pays bénéficiaires serait indiquée. Cette évaluation devrait porter sur les bénéfices particuliers tirés par ces pays de leur participation au système commercial multilatéral. Une telle approche non seulement augmenterait leur niveau de participation au commerce international, mais permettrait aussi une meilleure planification des activités d'assistance technique de l'OMC. Sa délégation estimait que le niveau actuel de coopération entre les organisations régionales devait être maintenu et renforcé si besoin était. L'infrastructure de ces organisations pouvait être complémentaire des compétences du Secrétariat de l'OMC. Comme les pays d'une même région étaient confrontés à des difficultés et des problèmes similaires, la coopération avec les organisations régionales devrait contribuer à se concentrer sur les questions correspondant aux préoccupations régionales particulières.

92. Le représentant du Mexique a dit que le document sur la stratégie devait être considéré à la lumière des débats des deux dernières années sur le budget ordinaire et la cohérence. Il était urgent de le faire. Comme l'avait mentionné le représentant des Communautés européennes, le Conseil général devait donner l'orientation de cet exercice. Si des commentaires supplémentaires étaient formulés, le Secrétariat pourrait répondre à certains d'entre eux. D'autres commentaires pouvaient porter sur certaines parties du document relatif à la stratégie et devaient d'abord être considérés avec leurs auteurs afin que la stratégie puisse être adoptée à une autre réunion du Comité du commerce et du développement. C'était un document unique. Aucune autre organisation n'avait de stratégie pour ses programmes et activités d'assistance technique. Dans l'intérêt du développement de la confiance et des travaux à accomplir, le Comité devait être en mesure d'adopter ce document.

93. M. Léger, Directeur de la Division de la coopération technique, a dit que certaines délégations avaient indiqué que la cohérence interne de l'OMC n'était pas transparente, car les questions relatives au développement étaient traitées par du personnel relevant de différents directeurs généraux adjoints, que l'assistance technique était répartie entre quatre divisions différentes et qu'une vérification de la coopération technique avait récemment été mise en place avec pour tâche d'évaluer l'assistance technique. Il s'engageait à communiquer les préoccupations des délégations au Directeur général, car ce dernier avait le dernier mot en ce qui concerne l'organisation du Secrétariat de l'OMC. En réponse au commentaire du représentant de la Norvège relatif à la dernière phrase du paragraphe 39, il a indiqué qu'il s'était produit au cours des cinq dernières années un changement dans le type de demande que le Secrétariat de l'OMC recevait des pays en développement, des PMA et des économies en transition. Lorsque le Secrétariat de l'OMC avait été créé en 1995, il y avait eu une demande de

séminaires de caractère général, car les gens souhaitaient en savoir davantage sur l'OMC. Ils avaient demandé des descriptions générales de chacun des accords et des renseignements sur les avantages et les droits des Membres. À mesure que les Membres avaient eu à mettre en œuvre les accords avec des dates limites fixes, ils s'étaient intéressés de plus en plus à des séminaires traitant au fond d'accords spécifiques. C'était aussi la raison pour laquelle il y avait eu un changement au sein du Secrétariat de l'OMC, où la Division de la coopération technique qui entreprenait près de 70 pour cent de toutes les missions d'assistance technique à une époque n'en effectuait plus qu'un tiers, les deux autres tiers étant assurés par d'autres divisions de l'OMC. Les bénéficiaires des activités de coopération technique demandaient à ce que des spécialistes de l'OMC viennent dans leurs pays pour parler par exemple d'agriculture, de règles ou de propriété intellectuelle. En concentrant les activités dans les domaines où le Secrétariat de l'OMC jouissait d'avantages comparatifs, dont la liste figurait à l'annexe 3 de la stratégie, le Secrétariat de l'OMC utilisait ses ressources d'une manière plus efficace que précédemment. L'externalisation en était un exemple. C'était un fait que le Secrétariat de l'OMC avait signé des mémorandums d'accord avec un certain nombre d'organisations régionales. La CESAP, par exemple, avait organisé l'an dernier un stage de politique commerciale de trois semaines: la CESAP non seulement avait pris à sa charge les arrangements physiques, mais avait également été responsable de l'identification des participants et de l'organisation de leur voyage. Pour 2001, le processus avait été mené plus avant, puisque la CESAP aurait la responsabilité de donner des cours de macro-économie et sur le fonctionnement général de l'OMC au cours des deux premiers jours du stage de politique commerciale de deux semaines. Cependant, il y avait des limites à ce que le Secrétariat de l'OMC pouvait attendre des représentants de la CESAP sur des accords spécifiques de l'OMC.

94. Le Directeur s'est ensuite référé à la question du financement mentionnée par le représentant de l'Australie, qui avait demandé ce que le Secrétariat de l'OMC allait faire avec l'augmentation budgétaire qu'il avait reçue. À la dernière réunion informelle du Comité du commerce et du développement, le Secrétariat de l'OMC avait reçu, en principe, le mandat de mettre en œuvre les objectifs énoncés dans la stratégie. C'est ce que le Secrétariat avait fait. Il avait l'intention de revenir devant le Comité du commerce et du développement en mai 2001 avec un programme détaillé d'assistance technique fondé sur les demandes reçues ainsi que sur le fait que de nombreuses contributions volontaires étaient réservées à certains usages. Ces affectations pouvaient ne pas coïncider exactement avec les demandes reçues. C'était donc une difficulté supplémentaire à laquelle devait faire face le Secrétariat de l'OMC. Le représentant de la Zambie avait demandé ce que le Secrétariat faisait en faveur des PMA. La procédure actuelle était que, lorsque la Division de la coopération technique ou le Groupe de travail du Secrétariat pour les pays les moins avancés et le Cadre intégré recevaient une contribution volontaire réservée aux PMA, celle-ci ne pouvait pas être utilisée pour d'autres pays en développement ou économies en transition. L'approche suivie par la Division de la coopération technique et le Groupe de travail pour les pays les moins avancés et le Cadre intégré était similaire, car elle suivait essentiellement la stratégie. En mai, les délégations seraient saisies du programme pour l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Moyen-Orient, l'Afrique et les pays d'Europe centrale et orientale; celui-ci serait fondé sur les demandes résultant du questionnaire envoyé à tous les pays en développement et économies en transition en juillet 2000, auquel 50 pour cent des pays avaient répondu. Les demandes *ad hoc* seraient traitées comme il était mentionné dans la stratégie. Un aspect positif du fait que des commentaires sur le document relatif à la stratégie continuaient à être reçus était que la stratégie révisée qui serait présentée en mai 2001 pourrait alors être comparée au plan triennal 2001-2003 fondé sur le projet de stratégie en question. Les délégations seraient ainsi en mesure de juger si la stratégie avait un intérêt pratique avant que le Comité ne prenne d'autres mesures.

95. Le Directeur a ensuite précisé que les paragraphes 62 et 63 relatifs à l'externalisation reflétaient le fait que le Secrétariat de l'OMC s'efforçait de décentraliser et externaliser une partie de ses activités de coopération technique tout en conservant la maîtrise du processus et surtout en gardant le contrôle des aspects techniques des accords. Le Secrétariat se heurtait rarement à des refus, mais cela arrivait, quand il informait les bénéficiaires qu'un consultant serait envoyé au lieu d'un

fonctionnaire du Secrétariat de l'OMC. En ce qui concerne la déclaration de la représentante des États-Unis concernant le projet actuel de stratégie, il a indiqué que les mots "dans le budget" avaient été supprimés et remplacés par "un budget ordinaire suffisant". Il avait pensé que cela pourrait satisfaire les préoccupations de la délégation des États-Unis. À la dernière réunion du Comité du commerce et du développement, la représentante des États-Unis avait demandé que les deux paragraphes sur le financement soient complètement éliminés. Le Secrétariat estimait que ce n'était pas réaliste d'avoir une stratégie sur l'assistance technique sans en mentionner le financement, mais s'était efforcé de tenir compte de ces préoccupations en se référant à un budget ordinaire suffisant, complété par des contributions volontaires et un financement des organisations multilatérales, et en supprimant les mots "dans le budget".

96. M. Mercier, Directeur de la Division de la formation, a dit qu'il s'efforcera de répondre aux remarques de la représentante de la Suisse, soutenues par le représentant de la Norvège, en ce qui concerne le respect des priorités dans les activités de formation de l'OMC. Il avait été suggéré d'accorder un degré de priorité plus élevé aux PMA dans les stages de formation et de maintenir dans le même temps l'accès à ces stages pour les autres pays. Aussi souhaitable que fût cette proposition, elle était impossible à appliquer dans la pratique. Si un nombre supplémentaire de bourses étaient accordées à davantage de PMA, cela signifierait que d'autres pays en développement et économies en transition recevraient moins que la bourse qui leur était accordée à chacun actuellement tous les deux ans. Le fait que les pays en développement et les économies en transition recevaient si peu de bourses avait déjà été considéré comme déplorable par la plupart des délégations. Il était souhaitable qu'à l'avenir, avec une capacité accrue, il soit possible de répondre à la demande. Toutefois, dans le contexte actuel, si les PMA faisaient l'objet d'une préférence plus marquée, cela créerait des difficultés pour d'autres bénéficiaires. Les PMA étaient déjà largement représentés dans chacun des stages de politique commerciale. Ils comprenaient même des PMA qui n'avaient pas encore entamé le processus d'accession, qui n'étaient pas observateurs et qui par conséquent n'avaient pas même un statut auprès de l'OMC. En ce sens, les PMA étaient déjà traités favorablement. À l'heure actuelle, il y avait entre 145 et 150 pays et territoires douaniers qui étaient régulièrement invités aux stages et il n'y avait que 144 bourses disponibles par cycle de deux ans. Des bourses supplémentaires étaient disponibles à partir de l'année en cours parce que le voyage d'études en Europe avait été supprimé dans le stage de politique commerciale afin de compenser le manque de fonds supplémentaires dans le budget de l'exercice précédent. On avait ainsi éliminé du programme une importante activité du stage de politique commerciale afin de créer davantage de bourses dans le même budget. Le Directeur a pris note des remarques qui avaient été formulées et a déclaré que l'espoir exprimé avait toute sa sympathie, mais que le Secrétariat n'était pas en mesure de mettre en œuvre la suggestion concernant les PMA sans que ce soit au détriment d'autres Membres. C'est pourquoi le paragraphe 21 avait été inséré dans le document relatif à la stratégie afin d'équilibrer les priorités établies dans le paragraphe 20, car il n'était pas possible d'appliquer aux stages de formation les mêmes priorités que pour les activités de coopération technique de l'OMC en général.

97. Le représentant des Philippines a dit, puisque sa délégation était celle qui avait soulevé la question de l'externalisation dont traitaient les paragraphes 62 et 63, qu'il estimait que la réponse initiale de M. Léger avait montré que le Secrétariat avait le même objectif que la délégation des Philippines.

98. Le Président a dit qu'il ressortait des commentaires qui avaient été faits que le document intitulé "Stratégie en matière d'assistance technique à l'OMC" n'appelait que quelques révisions mineures pour prendre en compte les avis exprimés. Il a demandé au Secrétariat d'apporter ces modifications au document afin qu'il fût présenté au Comité du commerce et du développement à sa prochaine réunion dans l'espoir qu'il pourrait être alors adopté.

99. La représentante des États-Unis a dit que la mesure dans laquelle sa délégation serait disposée à adopter le document relatif à la stratégie dépendait de la manière dont la question budgétaire serait reflétée.

100. Le Président a dit qu'il entendait que c'était l'une des questions que le Secrétariat de l'OMC considérerait dans ses révisions. La situation était prometteuse. Après un long débat sur la stratégie en matière de coopération technique, le Comité du commerce et du développement pourrait être en mesure de prendre une action positive sur ce document à sa prochaine réunion.

H. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS ET DÉCISIONS DE L'OMC RELATIVES AU TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ (WT/COMTD/W/77 ET CORR.1)

101. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit pour la première fois à l'ordre du jour à la 31^{ème} session du CCD, qui s'était tenue du 27 octobre au 8 novembre 2000. Il avait alors été estimé que les Membres pouvaient encore avoir des choses à dire sur cette question et il avait été convenu de la maintenir à l'ordre du jour de la présente réunion.

102. La représentante des États-Unis a dit que la note préparée par le Secrétariat était utile et qu'une explication complémentaire sur ce que le programme SGP apportait aux pays bénéficiaires pourrait la compléter. À la lecture du document, on recueillait l'impression qu'aucun avantage ne découlait des programmes SGP; par conséquent, un supplément d'information était souhaitable, car cela aiderait les pays donateurs à évaluer l'efficacité des préférences accordées. Il était également souhaitable de fournir des renseignements sur le commerce Sud-Sud et davantage de renseignements sur les effets de l'assistance technique.

103. Le représentant de la Zambie a dit que sa délégation préparait des commentaires écrits sur le document et espérait les fournir à la prochaine réunion.

104. Le Directeur de la Division du développement a dit que le document WT/COMTD/W/77 était tel qu'il était. La surveillance constante en matière de traitement spécial et différencié constituait l'une des tâches fondamentales du CCD et le Secrétariat avait le devoir de tenir à jour l'information déjà rassemblée et de la compléter par tout renseignement supplémentaire que les Membres considéraient souhaitable. Il a proposé la rédaction d'un nouveau document qui tiendrait compte des questions mentionnées par les Membres. Le Secrétariat devait aussi rédiger un document sur la participation des pays en développement au commerce international; la question des préférences pouvait également être débattue dans ce contexte. L'une des difficultés pratiques tenait au manque de renseignements sur la structure des systèmes préférentiels et au fait que l'information disponible était assez fragmentaire. Les éléments d'assistance technique du traitement spécial et différencié pourraient être examinés de manière plus approfondie. Une troisième possibilité était de considérer les propositions faites dans les organes de négociation tels que le Comité de l'agriculture en ce qui concerne le traitement spécial et différencié.

105. Le Président a proposé que le Comité prenne note du document du Secrétariat et que le CCD revienne sur ce point de l'ordre du jour à une date ultérieure en 2001.

106. Il en a été ainsi convenu.

I. PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCD POUR 2001 (WT/COMTD/W/81/REV.1)

107. Le Président a rappelé que les Membres avaient tenu un bref débat sur le programme de travail du CCD à sa 31^{ème} session et qu'ils étaient convenus d'y revenir à la présente réunion. Le projet de programme de travail pour 2001 était contenu dans le document WT/COMTD/W/81/Rev.1.

Il semblait qu'il pourrait y avoir quelques changements de dates et il invitait le Directeur de la Division du développement de l'OMC à faire des commentaires.

108. Le Directeur de la Division du développement a dit qu'un certain nombre de changements étaient liés à la décision de tenir la Conférence ministérielle en novembre 2001. Le premier avait trait à la Semaine de Genève, qui n'était pas strictement une activité du CCD, mais qui était soutenue par la Division du développement: pour diverses raisons, elle ne pouvait plus se tenir à la date prévue et il était proposé de l'avancer à la semaine du 8 octobre 2001. Cela permettrait aux participants de prendre part au Conseil général et au Conseil du commerce des services. L'OMC examinait aussi la possibilité de la participation des ministres à la Semaine de Genève. Le Directeur a indiqué par ailleurs que le Secrétariat rechercherait des contributions financières pour permettre la tenue de cette Semaine de Genève. Le Secrétariat savait gré à la Suède de son appui de l'année précédente et aux autres pays qui avaient contribué à la première Semaine de Genève. Le coût global était approximativement de 500 000 francs suisses.

109. Le deuxième changement dans le calendrier des réunions avait trait à la nécessité de tenir la réunion annuelle finale du CCD avant le 11 octobre au lieu du 19 octobre afin d'adopter le rapport annuel et d'autres questions qui avaient été prévues pour la réunion initialement projetée pour le 19 octobre 2001. Les Membres seraient avisés de la nouvelle date.

110. En ce qui concerne les séminaires, il y en avait un qui était prévu pour le 9 mai et on était en train de vérifier si cette date convenait. Le Directeur a demandé aux Membres de faire des suggestions sur les sujets qui devraient être traités ainsi que les noms d'institutions ou de personnes qui pourraient être en mesure de présenter des études sur des succès en matière de développement du commerce électronique dans des pays en développement ou sur des outils qui pourraient aider à son développement.

111. Enfin, en relation avec la Semaine de Genève, il avait été prévu de tenir un séminaire sur les politiques et stratégies en matière de commerce et de développement. Il semblerait maintenant qu'il serait être plus approprié de le tenir après la réunion ministérielle, éventuellement au début de décembre. Les Membres seraient avisés d'une proposition plus concrète.

112. Le représentant du Mexique a demandé si la réunion du CCD prévue pour le 19 octobre, qui devait être la dernière de l'année, avait été déplacée au 11 ou 12 octobre.

113. Le Directeur de la Division du développement a expliqué que, comme la date limite pour la soumission des rapports des organes de l'OMC à la réunion ministérielle avait été fixée au 11 octobre, le rapport annuel du CCD pour 2001 devrait être adopté avant cette date. La réunion suivante serait très probablement reportée à 2002.

114. Le représentant de la Norvège s'est enquis du sort de la proposition d'inviter d'autres institutions à faire des présentations devant le CCD. La Norvège estimait que celles-ci pouvaient être avantageusement regroupées sinon cette année, du moins dans l'avenir, notamment pendant le débat sur la coopération technique, ce qui éviterait la répétition de certains débats.

115. Le Directeur de la Division du développement a dit que c'était là une suggestion utile dont il serait tenu compte dans les plans futurs.

116. Le Président a dit qu'à la lumière des informations fournies, il serait nécessaire d'établir un nouveau projet de programme de travail qui serait soumis pour discussion au CCD en mai.

117. Le Président a informé par ailleurs le CCD des consultations informelles tenues sur de possibles travaux concernant les petites économies. Le CCD avait discuté de cette question sur la

base du mandat contenu dans le paragraphe 6 de la Déclaration ministérielle de Genève, qui prenait note de la profonde préoccupation des ministres face à la marginalisation des PMA et de certaines petites économies. À ce jour, les travaux avaient été menés sur la base de soumissions par les Membres et des débats du CCD. À la précédente réunion, il s'était engagé, à la demande d'une délégation, à tenir des consultations sur les questions concernant les petites économies. Ces consultations avaient eu lieu la veille. Au cours de celles-ci, l'idée que de nouveaux travaux devaient être effectués dans le cadre du CCD avait reçu un large soutien. Il avait été initialement proposé que ces travaux supplémentaires devaient être entrepris dans le cadre d'un programme de travail. Certains Membres ne pouvaient accepter à ce stade la proposition d'un programme de travail. La principale préoccupation exprimée était que cela entraînerait la création d'une nouvelle catégorie de pays en développement. Pour leur part, les Membres demandant que soient menés des travaux supplémentaires sur les petites économies avaient maintenu que leur objectif était seulement d'identifier les questions liées au commerce qui préoccupaient les petites économies, étant donné les contraintes particulières auxquelles elles se trouvaient confrontées. Compte tenu de l'impossibilité pour certains Membres d'appuyer l'idée d'un programme de travail, une proposition modifiée visant à effectuer une étude avait été faite par le Secrétariat. Si de nombreux Membres appuyaient cette suggestion, il était clair que d'autres souhaitaient davantage d'information et des éclaircissements sur la nature de l'étude proposée afin de faciliter l'examen de la question et une décision à son sujet. En conséquence, le Président proposait de demander au Secrétariat de définir les termes d'une étude éventuelle sur les contraintes liées au commerce des petites économies et que de nouvelles consultations sur cette proposition d'étude aient lieu lorsque les termes de celle-ci seraient disponibles. Les Membres avaient toute latitude de soumettre de nouveaux documents sur toute question affectant les petites économies. Le Président a demandé si cette proposition était acceptable.

118. La représentante des États-Unis a trouvé la suggestion du Président acceptable, mais fait remarquer que les États-Unis considéraient que le débat sur les petites économies au sein du CCD avait été fondé sur les documents soumis par les délégations, mais qu'ils ne pensaient pas qu'il fût clair que la Déclaration de Genève contenait un mandat pour mener de tels travaux au sein du CCD. Il y avait une référence au problème chronique de la dette des pays mentionnés plus haut, y compris les PMA, et le reste du paragraphe se référait à des initiatives en faveur des PMA.

119. La représentante de Sainte-Lucie était d'un avis différent de celui des États-Unis quant à l'interprétation de la Déclaration de Genève.

120. Il a été convenu de demander au Secrétariat d'élaborer les termes de référence d'une étude éventuelle sur les contraintes liées au commerce auxquelles devaient faire face les petites économies. De nouvelles consultations seraient tenues au sujet de la proposition d'étude lorsque ces termes de référence seraient disponibles.

J. ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES EXPORTATIONS DES PAYS LES MOINS AVANCÉS – EXAMEN DES PROCÉDURES D'INFORMATION – RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES CONSULTATIONS TENUES

121. Le Président a dit que lors de plusieurs réunions antérieures du Comité, il lui avait rappelé que, normalement, les notifications et informations relatives aux changements du SGP étaient envoyées au CCD au titre des dispositions de la clause d'habilitation. En conséquence, les informations relatives à toute mesure prise par les Membres développés en faveur des PMA dans le cadre de leur schéma SGP devaient normalement être fournies de cette manière et, en fait, à la réunion précédente, les CE et le Canada avaient notifié le CCD des changements prévus dans leurs programmes pour accroître l'accès des PMA à leurs marchés. Par ailleurs, les mesures prises par les pays en développement dans le cadre de la dérogation de 1999 relative au traitement tarifaire préférentiel en faveur des PMA devaient être notifiées au Conseil du commerce des marchandises. Comme il l'avait dit précédemment, il y avait un manque de cohérence dans les procédures de

présentation des rapports. Pour la résoudre, il avait proposé dans son message télécopié du 27 novembre 2000 que toutes les mesures relatives à l'accès aux marchés prises spécifiquement en faveur des pays les moins avancés, que ce soit au titre de la clause d'habilitation avec notification au CCD ou au titre de la dérogation de 1999 avec notification au CCM, soient communiquées par l'un ou l'autre organe au Sous-Comité des PMA pour examen au fond. Le Sous-Comité ferait ensuite rapport sur ses débats au CCD et au CCM, selon le cas. L'objectif était de permettre un examen unifié au sein d'une même instance, c'est-à-dire le Sous-Comité des pays les moins avancés, des mesures prises en faveur des PMA. Aucune modification des procédures de notification existantes n'était proposée. Comme les Membres pouvaient se le rappeler, il avait consulté le Président du CCM, lequel avait convenu que c'était là une approche pragmatique qu'il pouvait proposer au CCM. Malheureusement, celui-ci ne s'était pas réuni et il poursuivait la question, notamment en suivant les actions du CCM. Dans l'intervalle, il proposait que le CCD prenne une décision sur la question. Il demandait aux Membres d'indiquer si la proposition était acceptable.

122. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation serait probablement disposée à approuver une telle procédure sous réserve, car elle souhaitait voir ce qui se passerait au CCM. Elle a demandé si les notifications devaient être communiquées au Sous-Comité des pays les moins avancés et si cela signifiait que les notifications qui devaient être faites à l'origine au CCD et au CCM continueraient d'être adressées à ces deux organes de sorte que la pratique consistant à notifier le CCD et le CCM des mesures prises respectivement par les pays développés et en développement se poursuivrait. Elle comprenait que la décision serait de communiquer ces notifications au Sous-Comité des pays les moins avancés pour examen au fond et rapport en retour, tandis que les notifications elles-mêmes continueraient à être faites conformément à la pratique existante.

123. Le Président a confirmé que c'était ce qu'il proposait. Cependant, il demandait à la représentante des États-Unis de préciser si sa délégation souhaitait attendre l'examen du CCM avant d'approuver une décision finale au sein du CCD.

124. La représentante des États-Unis a dit que, comme la proposition ne modifiait pas la pratique établie en matière de notifications, sa délégation serait probablement en mesure d'accepter la suggestion concernant les délibérations sur le fond en attendant qu'une décision soit prise par le CCM.

125. Le Comité est convenu sous réserve de la nouvelle procédure en attendant l'examen de la question au sein du CCM.

K. ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU CCD

126. Le Président a dit qu'il croyait savoir que des consultations avaient eu lieu et que l'Ambassadeur de l'Ouganda, M. Nathan Irimba, avait été proposé comme Président pour l'année à venir. Il a mentionné que l'Ambassadeur Irimba avait suivi de près les travaux du CCD et y avait participé activement. Il avait été Ambassadeur auprès de l'ONU à New York et occupé un certain nombre de postes en Ouganda, à Londres et à Paris. Il n'y avait aucun doute sur son expérience et ses qualifications et son aptitude à diriger le CCD. Il a demandé au Comité s'il approuvait l'élection de l'Ambassadeur Irimba. Il en a été ainsi convenu.

127. Le Président a félicité l'Ambassadeur Irimba de son élection et l'a invité à prendre la parole.

128. L'Ambassadeur Irimba a remercié les membres du CCD et le Groupe africain de leur appui. Il ferait de son mieux pour suivre l'exemple du Président sortant et le remerciait de la manière exemplaire dont il avait dirigé le CCD.

129. Les représentants de Sainte-Lucie, de la Zambie, de la Barbade, de la Trinité-et-Tobago, du Chili, de l'Inde, du Canada, du Mexique, des Communautés européennes et de la Thaïlande (au nom

de l'ANASE) ont exprimé leur gratitude au Président pour le travail qu'il avait accompli au cours de l'année écoulée et présenté leurs félicitations à l'Ambassadeur Iumba pour son élection à la présidence.

L. ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU SOUS-COMITÉ DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

130. Le Président a dit que les consultations se poursuivaient sur l'élection du Président du Sous-Comité des pays les moins avancés. Une réunion formelle du CCD serait convoquée dès que possible pour considérer cette question.

M. AUTRES QUESTIONS

131. Le Président a dit qu'il y avait deux questions à considérer sous ce point de l'ordre du jour. La première était une demande de contributions à la préparation du séminaire du CCD sur le commerce électronique prévu pour le mois de mai 2001. La deuxième était l'annonce d'un projet de bourses d'études pour les missions de Genève. Des exemplaires de celui-ci étaient disponibles dans la salle.

132. Le Directeur de la Division du développement a rappelé sa déclaration antérieure sur le commerce électronique et renouvelé sa demande de suggestions concernant les sujets à traiter et les noms d'experts susceptibles de prendre la parole au séminaire. Il a également présenté le projet de bourses d'internat à l'intention de jeunes de certains pays afin de leur permettre d'accroître leur connaissance du système commercial multilatéral et de les aider dans leur mission par une participation plus active aux activités quotidiennes de l'OMC. Idéalement, les candidats sélectionnés s'occuperaient de questions de politique commerciale soit dans leur pays, soit à Genève. Le programme serait différent des autres programmes d'internat en ce sens que les candidats travailleraient au sein de leur mission nationale à Genève et non au Secrétariat de l'OMC. Les affectations seraient de dix à 12 mois. Les internes pourraient participer aux séminaires organisés par le Secrétariat. La sélection des candidats se ferait conjointement par le Secrétariat de l'OMC et la mission concernée. Il était possible d'obtenir plus de renseignements auprès de la Section des ressources humaines de l'OMC.

133. La représentante de Sri Lanka a remercié l'OMC de cette initiative, qui serait particulièrement utile pour les petites délégations et elle espérait que ces petites délégations auraient la priorité dans le processus de sélection. Le programme leur permettrait de couvrir les réunions. Les candidats devraient aussi avoir une connaissance de base préalable des questions traitées par l'OMC.

134. Le représentant de la Suisse a dit que la représentante de Sri Lanka avait soulevé les questions essentielles. L'initiative était intéressante et, sans prendre d'engagement, il était confiant que la Suisse considérerait favorablement toute demande de financement relative à ce type d'internat à condition que cela entre dans le cadre de la stratégie de l'OMC en matière d'assistance technique. Il a demandé qui coordonnerait le projet au sein de l'OMC.

135. La représentante du Canada a dit que c'était là une initiative fort intéressante et qu'elle soumettrait à sa capitale la possibilité de la soutenir financièrement. Elle a demandé si on avait songé à étendre ce programme à des internes appartenant à des pays Membres non représentés à Genève.

136. Le représentant de l'Égypte a remercié le Secrétariat de cette initiative. Il appuyait la suggestion de Sri Lanka quant aux critères de sélection, s'agissant en particulier de donner la priorité aux besoins des petites délégations. En ce qui concerne la suggestion de Sri Lanka de choisir des personnes ayant une connaissance préalable de l'OMC, on pourrait établir un lien avec le stage de trois mois pour lequel on disposait d'une liste d'anciens participants. Cela pourrait être l'un des critères considérés.

137. La représentante de Sainte-Lucie a remercié le Canada d'avoir soulevé la question des pays non représentés à Genève et de la manière dont des internes de ces pays pouvaient être placés, car elle avait la même question. En ce qui concerne la question soulevée par l'Égypte, elle a fait remarquer que, si les participants à des stages de formation antérieurs avaient bien une connaissance préalable de l'OMC, il existait aussi d'autres moyens et il ne fallait pas établir une liaison rigide avec le stage de trois mois.

138. Le représentant de Cuba a remercié le Secrétariat de cette initiative, qui pouvait contribuer à améliorer la formation de jeunes fonctionnaires des pays en développement, en leur permettant à la fois de ramener les connaissances acquises dans leur pays et de renforcer leur mission à Genève. Cuba partageait également l'avis de Sri Lanka qu'il fallait accorder la priorité aux petites délégations de Genève ainsi que celui de l'Égypte sur la sélection d'anciens participants au stage de trois mois.

139. Le chef de la Section des ressources humaines s'est dit encouragé par les réactions des délégations. Il serait tenu compte de la remarque concernant les besoins des petites délégations dans l'établissement des listes d'internes. Une connaissance préalable de l'OMC serait également dans l'intérêt de toutes les parties concernées et il avait pris note du commentaire selon lequel il ne devait pas nécessairement y avoir un lien avec le stage de trois mois. La coordination était assurée par la Section des ressources humaines et toute question pouvait lui être adressée ou à ses collègues concernés.

140. Le Directeur de la Division du développement a dit que l'objectif du projet était de faire en sorte que les candidats travaillent dans les missions de leur pays. Cela ne résolvait pas le problème des pays qui n'avaient pas de mission à Genève, problème qu'il faudrait examiner.

141. Le chef de la Section des ressources humaines a souligné qu'il existait un autre programme d'internat ouvert à tous les Membres qui visait à placer des internes au sein de l'Organisation elle-même. Une note rappelant ce programme serait distribuée prochainement.

142. Le CCD a pris note des renseignements fournis.

143. L'observateur de l'Arabie saoudite a demandé si le programme d'internat était ouvert aux observateurs.

144. Le chef de la Section des ressources humaines a répondu affirmativement.

145. Le Président a dit que cela avait été pour lui une expérience positive de présider les réunions du CCD au cours de l'année écoulée. Celle-ci avait été une année d'intense activité et le CCD avait permis de clarifier et de préciser les positions des participants dans un certain nombre de domaines importants: le traitement spécial et différencié, la coopération technique, la mise en œuvre, la participation des pays en développement au commerce mondial, le commerce et la technologie, la question des petites économies, etc. Comme dans l'ensemble de l'OMC, on ne pouvait éviter d'éprouver un sentiment de regret devant le fait que le CCD semblait passer un peu trop lentement de l'examen des questions aux actes sur ces mêmes questions. Dans le même temps, il reconnaissait l'importance qu'il y avait à entendre tous les avis et à s'en tenir aux principes de transparence et de consensus dans les travaux. Il était heureux de constater que le CCD avait continué de maintenir ces principes au cours de l'année écoulée. Celle-ci avait vu l'annonce de mesures ou d'actions assurant un meilleur accès aux marchés grâce aux schémas SGP en faveur des pays en développement et, dans un certain nombre de cas, en faveur des pays les moins avancés. Certaines de ces mesures avaient également été mises en œuvre par des pays en développement. De nombreux défis se posaient au CCD et le projet de programme de travail pour 2001 offrait la promesse d'une année à venir intéressante et fructueuse. Il ne doutait pas que sous la direction avisée de son successeur, l'Ambassadeur Irumba, cela se réaliserait. Il souhaitait remercier tous ceux qui avaient participé aux

travaux du CCD, de l'esprit de coopération dont ils avaient fait preuve au cours de l'année. Cela lui avait facilité la tâche. Il était conscient que si parfois cela avait paru un peu moins aisé, cela l'avait été autant que l'avaient permis les instructions. Il exprimait également sa gratitude au Secrétariat, y compris les interprètes. Il était réconfortant de savoir qu'en de si nombreuses occasions le CCD s'était rapproché d'un accord commun, notamment sur une question présentant un intérêt particulier pour sa délégation et il restait optimiste quant aux résultats finals qui seraient obtenus sur toutes ces questions.

146. Le Président a indiqué que la prochaine réunion prévue du CCD était une réunion informelle qui se tiendrait le 22 mars pour entendre le Président et le Secrétaire du Comité du commerce de l'OCDE sur une étude récente de cette organisation intitulée "Commerce avec les pays non membres de l'OCDE". Le séminaire sur le commerce électronique aurait lieu le 9 mai et la prochaine session formelle du CCD était prévue le 22 mai.

147. La 32^{ème} session du CCD a été déclarée close.

ANNEXE

Séminaire sur la technologie, le commerce et le développement (14 février 2001)

Rapport du Président

148. Le Séminaire sur le commerce, la technologie et le développement, organisé le 14 février par le Comité du commerce et du développement, a été ouvert par le Directeur général, M. Mike Moore. Il a entendu de distingués orateurs des délégations de l'Inde et de la Zambie à Genève, du Ministère brésilien de la science et de la technologie, du Conseil national de la recherche du Canada, de la Southern Methodist University de Dallas (Texas) ainsi que de l'OCDE, de la CNUCED, de l'ONUDI, du PNUE et du Secrétariat de l'OMC. Malgré une participation malheureusement réduite, tous ceux qui ont pris part au séminaire ont reconnu la haute qualité des interventions faites au cours de cette journée et le vif intérêt suscité par le débat, notamment au cours de la session de l'après-midi. Le présent rapport rappelle les principales questions soulevées dans les présentations et au cours du débat.

149. On s'est généralement accordé à reconnaître que la technologie est un moteur essentiel du commerce et du processus de développement. Au cours des deux dernières décennies, les taux de croissance les plus élevés ont été enregistrés par les industries, les produits et les services ayant un contenu technologique élevé. L'assimilation et l'absorption des nouvelles technologies, particulièrement celles qui font un usage intensif de savoir-faire fondé sur la connaissance, donnent aux pays en développement l'occasion de rattraper leurs partenaires des pays développés ou de "sauter" certaines étapes de développement. Mais, et cela reflète en partie ce que l'on constate généralement dans le commerce des pays en développement, il existe de grandes disparités en ce qui concerne la mesure dans laquelle les pays en développement ont pu profiter de la croissance rapide des secteurs à haute technologie et haute valeur ajoutée.

150. Les investissements étrangers, qui comprennent les investissements étrangers directs et d'autres procédures telles que les coentreprises ou les accords de libre concurrence, jouent souvent un rôle critique dans le transfert de technologie et peuvent contribuer à améliorer les capacités techniques des pays. Mais les flux d'investissements étrangers directs varient énormément d'un pays en développement à l'autre et sont très concentrés sur quelques pays bénéficiaires. Alors que les investisseurs étrangers fournissent souvent l'élan initial du progrès technique, les investissements étrangers peuvent ne pas conduire automatiquement à une amélioration des capacités techniques. Les retombées peuvent être limitées, en partie en raison de l'intérêt que les investisseurs étrangers - notamment les sociétés multinationales - peuvent avoir à protéger leurs actifs technologiques des concurrents potentiels. De même, le processus de transfert est généralement coûteux, nécessitant des investissements importants de part et d'autre dans un processus à l'issue incertaine.

151. L'amélioration des capacités techniques nationales exige par conséquent des gouvernements qu'ils créent un environnement porteur en adoptant des politiques appropriées. Les choix politiques essentiels pour créer un tel environnement incluent un investissement dans le capital humain avec une formation correspondant aux besoins de compétences, le développement des infrastructures, l'établissement d'instituts de recherche liés étroitement au secteur privé et aux instituts étrangers et d'autres politiques visant à renforcer le développement du secteur privé, notamment par une politique de la concurrence et de la réglementation, ainsi qu'une gestion financière et macro-économique saine. Il importe également que les décideurs politiques adoptent une perspective dynamique, reconnaissant que les sources d'avantages comparatifs évoluent dans le temps. Par exemple, alors qu'un pays peut bénéficier initialement de faibles coûts de main-d'œuvre, il y a danger si sa production se limite à des activités de montage de faible niveau, offrant peu de possibilités d'améliorer le niveau technologique. Si une telle situation n'est pas reconnue, elle peut conduire à une vulnérabilité accrue à mesure

qu'apparaissent des concurrents. Il faut également reconnaître que dans toute industrie, le seuil minimum de capacité requis simplement pour survivre risque de s'élever avec le temps.

152. Pour ce qui est des mesures politiques à prendre, un élément essentiel à considérer réside dans les possibilités et les défis que présentent pour le développement des capacités techniques les Accords de l'OMC et la relation entre ces accords et les options politiques ouvertes aux pays en développement.

- Certains orateurs ont fait remarquer que, si le transfert de technologie est l'un des objectifs de l'Accord sur les ADPIC (voir l'article 7), on ne voit pas clairement dans quelle mesure cet objectif a été atteint. S'il y a des indications que les investissements étrangers directs réagissent favorablement et de manière importante à des régimes de propriété intellectuelle forts, notamment dans des secteurs faisant un usage intensif d'actifs fondés sur la connaissance, il a été soutenu que cette réaction n'est pas nécessairement liée à une augmentation des transferts de technologie. En outre, si les dispositions concernant les brevets offrent des canaux susceptibles de faciliter le transfert de technologie, de nombreux pays en développement ont dans la pratique éprouvé des difficultés à en faire usage.
- Sur la question des subventions, il a été noté que l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires interdit certains types de politique industrielle activiste fondés, par exemple, sur l'octroi de subventions sélectives, en en assurant le déclenchement par des mesures compensatoires. Toutefois, on a sérieusement mis en doute l'utilité et l'efficacité de telles politiques. Alors que l'Accord classe certains types de dépenses consacrées à la recherche et au développement comme ne donnant pas lieu à une action (voir l'article 8), des exemples ont été cités de cas dans lesquels les pays en développement avaient eu des difficultés pratiques à tirer avantage de ces dispositions.
- En ce qui concerne le commerce des services, les pays en développement ont été encouragés à se servir de la souplesse – à ce jour peu utilisée – que leur permet l'AGCS pour ce qui est de lier leurs offres d'accès aux marchés à certaines conditions qui leur faciliteraient l'accès à la technologie (voir l'article XIX:2). Les engagements relatifs à la présence commerciale peuvent faciliter l'accès à la technologie, y compris dans des domaines critiques liés à l'infrastructure tels que les télécommunications. Toutefois, comme dans le secteur des marchandises, l'accès à la technologie n'est pas nécessairement synonyme de transfert de technologie.

153. La question du développement des capacités des pays les moins avancés a reçu une attention particulière. L'avis a été exprimé que leur faible participation à l'économie mondiale reflète dans une certaine mesure le fossé technologique qui les sépare de leurs partenaires commerciaux plus développés. L'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC, qui est juridiquement obligatoire pour les pays développés Membres, n'a à ce jour apporté que des avantages incertains. Un domaine possible d'action serait l'établissement d'une liste concrète d'incitations susceptibles de surmonter les obstacles spéciaux aux transferts de technologie en faveur des PMA.

154. Au cours de l'après-midi, divers orateurs appartenant à des institutions donatrices et des organisations internationales ont décrit des exemples d'accords de collaboration internationaux aux niveaux bilatéral et multilatéral, qui peuvent faciliter l'amélioration des capacités techniques des pays en développement. Il a été souligné qu'il est important de faire la distinction entre assistance technique et transfert de technologie. En même temps, cette assistance peut améliorer les possibilités d'absorption des technologies, notamment par la création de réseaux et partenariats locaux et transfrontières, y compris des partenariats entre secteurs public et privé, le transfert des meilleures

pratiques et le développement de liens entre institutions de recherche et entreprises. De nombreux exemples ont été cités et le Conseil national de la recherche du Canada a fait une présentation fondée sur ses 30 années d'expérience dans le domaine de l'assistance liée à la technologie. Il a été par ailleurs souligné que l'assistance technique peut jouer un rôle important de soutien dans la formulation des politiques visant à créer un environnement porteur approprié pour le renforcement des capacités techniques.

155. Les présentations qui ont été faites au séminaire, la plupart en format PowerPoint, seront placées sur le site Web de l'OMC et donc mises à la disposition de tous les Membres et observateurs ainsi que du public en général.
